



---

*Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn*

---

# **REPUBLIQUE DU SENEGAL**

## **AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)**

### **HOPITAL D'ENFANTS DE DIAMNIADIO (HED)**

#### **REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2012**

#### **RAPPORT FINAL**

**(juillet 2014)**



Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par l'Hôpital d'Enfants de Diamniadio (HED) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Hôpital d'Enfants de Diamniadio (HED) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

## 1. Réserves

Nous avons identifié, à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs des opérations d'achat pour lesquelles nous n'avons obtenu aucune justification de la mise en œuvre d'une procédure de sélection concurrentielle pour le choix des fournisseurs ; ces commandes directes sont relatives aux opérations ci-après :

- a) des achats de produits essentiels, de petits matériels et de consommables médicaux ont été effectués auprès de la **Maison du Médecin** pour un montant total de 4 160 500 F CFA. L'examen de la liasse comptable a permis de conclure qu'il s'agirait d'une procédure de régularisation d'un achat déjà livré ; ainsi, les bons de commande ont été émis le 4 décembre 2012 à une date postérieure à la réception desdites commandes (les Bordereaux de Livraison N° 0666 et N° 0666 Bis sont respectivement datés du 31 octobre et du 8 novembre 2012) alors que le Procès Verbal de Réception a été établi et signé par les membres de la Commission de Réception le 10 décembre 2012 soit un mois et demi après la première livraison. Ledit Procès Verbal de Réception renvoie à une facture N° 4546 du 4 octobre 2012 qui a le même numéro que la facture du 12 novembre 2012 portant les références des bons de commande N° 1273, 1275 et 1276 du 4 décembre 2012 en régularisation des bons de commande 1229, 1230 et 1231. Il s'agit d'une tentative mal maîtrisée de régularisation d'une opération déjà exécutée hors procédure concurrentielle.
- b) un achat d'un agitateur de laboratoire a été effectué auprès de **MEDILABO** hors procédure concurrentielle documentée pour un montant de 760 000 F CFA. Quand bien même il s'agit d'un achat pouvant être dispensé de forme écrite au regard des dispositions de l'arrêté 12 789 du Ministre de l'Economie et des Finances du 26 décembre 2012 pris en application, de l'article 78-3 a) du Code des Marchés Publics, la mise en concurrence même informelle de cinq fournisseurs est requise.
- c) un achat de divers matériels hôteliers a été effectué auprès de **DIGITAL ELECTRONICS** (GROUPE CCBM) pour 144 068 F CFA hors procédure concurrentielle documentée.
- d) des achats de médicaments et de produits de laboratoire ont été effectués auprès de **SSM** pour 1 820 120 F CFA hors procédure concurrentielle documentée.
- e) l'hôpital a exécuté plusieurs marchés à commandes et marchés de clientèle notamment pour l'achat de médicaments, de réactifs de laboratoire, pour des prestations de gardiennage et de transport du personnel. Au-delà du caractère inapproprié de la méthode de passation utilisée (DRP) au regard de la valeur annuelle des prestations de gardiennage et de transport du personnel, il convient de rappeler que le lancement d'une procédure de passation d'un marché fractionné (marché à commandes, marché de clientèle, marché à tranches conditionnelles) quel qu'en soit le montant, ne doit être fait qu'après l'avis favorable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140 a) du CMP.

- f) nous avons noté pour la DRP portant acquisition d'un progiciel de gestion hospitalière informatisée que le rapport d'évaluation ne matérialise pas le contrôle de la conformité des offres des candidats avec les spécifications fonctionnelles du cahier des charges. Ainsi, une offre ne couvrant pas toutes les fonctionnalités décrites dans le cahier des charges donc non conforme pour l'essentiel a été admise par la Commission Technique d'Evaluation pour examen détaillé. Il s'y ajoute que cette commission technique n'est composée que de deux personnes dont le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés. Cette composition n'est pas conforme à l'esprit du code notamment au regard du nombre de personnes qui la composent. Comme indiqué ci-avant, le Coordonateur de la Cellule de Passation des Marchés est membre de la Commission Technique d'Evaluation. Cette présence d'un élément essentiel du dispositif de contrôle interne dans une commission d'évaluation est contraire à l'esprit du code. Nous avons vérifié que tous les modules demandés dans le DAC ont été installés et avons noté que hormis le module de gestion des informations relatives à l'identité du patient, seul celui portant sur la facturation est utilisé. Les modules de gestion des soins (planification des rendez vous, planification de l'utilisation des installations et équipements, gestion des informations sanitaires, des prescriptions...) ne sont pas utilisés. Les utilisateurs potentiels de cet outil n'ont pas été suffisamment sensibilisés pour une correcte appropriation et une confiance dans l'intégrité, la disponibilité, la confidentialité et la traçabilité des données qui sont les garants de la sécurité d'un système d'information.
- g) le contrôle du marché des réactifs (exécuté comme un marché de clientèle) a permis de noter que les montants des offres arrêtés par lots ou sous lots dans le rapport d'évaluation et qui fondent les propositions de classement des offres ne sont pas repris dans le procès verbal d'attribution qui se limite à faire des propositions d'attribution pour chaque lot sans fixer de montants. C'est dans le contrat que des montants sont indiqués qui ne correspondent pas toujours à ceux arrêtés dans le rapport d'évaluation. Il convient pour ce type de marché de retenir au moment de la contractualisation le cumul des prix unitaires proposés. La tendance à fixer le montant du marché au niveau de l'enveloppe budgétaire allouée à l'activité répond à une exigence de l'article 424-12 de la loi N° 2012-31 du 31 décembre 2012 portant Code Général des Impôts mais conduit les attributaires à payer des droits d'enregistrement sur un chiffre d'affaires hypothétique. Rappelons que cette loi est entrée en vigueur en janvier 2013.
- h) nous avons par ailleurs noté, lors du contrôle de l'exécution physique et financière du marché portant acquisition de réactifs de laboratoire que des commandes sont passées au titre des marchés attribués pour des articles ne figurant pas dans la liste des éléments constitutifs des lots objets desdits marchés. Des articles et des prix nouveaux non contractuels sont ainsi introduits dans les documents de commande en violation du principe d'intangibilité des offres. L'examen du rapport d'évaluation nous a permis de noter que l'offre de Technologie Service a été déclarée non conforme pour le lot N°2 au motif que ce soumissionnaire n'a pas coté deux articles dudit lot alors que l'offre de DRP a été déclarée conforme pour le lot N° 3 quand bien même le candidat n'avait pas

côté 5 articles de ce lot. Il s'agit d'une rupture du principe d'égalité de traitement des candidats.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

## SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	7
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés	9
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	26
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	28
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	30
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	36
2.1 Présentation de l'HED	37
2.2 Contexte de l'intervention	37
2.3 Objectifs de la mission	38
2.3.1 Objectifs généraux	38
2.3.2 Objectifs spécifiques	38
2.3.3 Etendue des travaux à effectuer	40
2.3.4 Rapports émis au terme de la mission	41
3 Approche méthodologique	43
3.1 Revue approfondie des textes de référence	44
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	46
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	47
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	48
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	49
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	50
4 Résultats des travaux	51
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	52
4.1.1 Commission des marchés	52
4.1.2 Cellule de passation des marchés	52
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	53
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	54
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	54
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	54
4.1.5 Rappel des seuils applicables à l'HED	54
4.2 Examen des marchés	55
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	55
4.2.2 Marchés conclus par Appel d'Offres	57
4.2.3 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	62

## **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HED	Hôpital d'Enfants de Diamniadio
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**



## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

#### AOO N° 01/2012 PORTANT ACQUISITION D'UN VÉHICULE 4 X 4 STATION WAGON

Les fonctions qu'occupent les membres de la commission des marchés au sein de l'Hôpital n'ont pas été précisées dans les procès verbaux d'ouverture et d'attribution du marché. Cette précision est importante car elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités entre les fonctions exercées au sein de l'AC avec la qualité de membre de la Commission des Marchés.

Le Coordonateur de la Cellule de Passation des Marchés est membre de la Commission Technique d'Evaluation. Cette présence d'un élément essentiel du dispositif de contrôle interne dans une commission d'évaluation est contraire à l'esprit du code.

La transmission du procès verbal d'ouverture des plis au soumissionnaire n'est pas matérialisée en violation de l'article 67-4 du CMP qui stipule que le PVO doit être remis aux candidats séance tenante.

Lors de la vérification des pièces administratives à l'ouverture, il n'est pas mentionné dans le procès verbal que l'attestation justifiant le paiement des redevances de régulation délivrée par l'ARMP n'avait pas été remise par CCBM. En effet, à l'examen de l'offre et des pièces administratives de CCBM, nous notons que cette pièce n'est pas classée dans la liasse.

Le rapport d'évaluation ne relate pas l'examen des spécifications techniques énoncées dans le DAO. La commission aurait dû matérialiser la comparaison entre les spécifications techniques requises dans le DAO et celles offertes par CCBM pour mieux s'assurer de la conformité de l'offre et répondre aux besoins de l'Hôpital.

Les critères de qualification des candidats et les critères de recevabilité des offres (examen des pièces administratives, garantie de soumission...) ont été consignés dans un même tableau alors qu'il s'agit de deux examens distincts effectués à des stades différents de la procédure. Les critères de recevabilité doivent être examinés au préalable alors que les critères de qualification sont examinés ex-post pour le candidat classé premier dont l'offre a été déclarée conforme et moins disante.

Les critères de qualification énoncés dans le DAO tels que les états certifiés de 2011, 2010 et 2009 et la détention d'un véhicule de dépannage n'ont pas été pris en compte à l'examen des critères de qualification de CCBM. Notons qu'à l'ouverture des plis, il était mentionné sur le PV que les états certifiés de 2011 ont été reçus. Ceux relatifs aux exercices 2009 et 2010 n'auraient par conséquent pas été transmis. Nous notons que cette information n'a pas été expressément consignée dans le procès verbal d'ouverture des plis pas plus que dans le rapport d'évaluation. Cette « omission » constitue une entorse au principe de transparence.

Le DAO avait prévu un délai de livraison compris entre 30 jours et 120 jours, cependant, dans son offre, CCBM avait proposé un délai de 90 jours à compter de la date de signature du contrat qui a fait l'objet de l'article 05 du contrat et il est dit « qu'aucun retard par rapport au délai de livraison ne sera toléré ».

Néanmoins, nous notons que le bon de commande (26 décembre 2012) a été émis 70 jours après la signature du contrat (16 octobre 2012) alors que le délai de livraison devait être décompté à compter de la signature du contrat. Cette disposition du contrat est contraire à l'article 85 du CMP qui dispose que le marché ne produit d'effet à l'égard de l'attributaire qu'à compter de sa notification. Une disposition contraire a certes été mentionnée dans le contrat mais s'avère inopérante puisque le délai y court avant l'approbation, l'immatriculation et la notification du contrat.

En effet, le bon de commande a été émis le 26 décembre 2012 alors que la livraison n'a été effective que le 29 avril 2013, ce qui fait 34 jours de retard et aucune pénalité de retard n'a été décomptée comme prévu dans le contrat et en violation de l'article 134 du CMP.

#### **DRP N° 004 PORTANT ACQUISITION DE REACTIFS DE LABORATOIRE (CINQ LOTS)**

L'avis de la DCMP pour passer ce marché de clientèle n'a pas été requis tel que stipulé par l'article 140 a) du CMP qui l'exige quel que soit le montant du marché. En effet, le lancement d'une procédure de passation d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle, quel qu'en soit le montant, ne doit être fait qu'après l'avis favorable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140 a) du CMP.

Les pièces administratives requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP telles que les attestations de la CSS, de l'IPRES, IRT, le quitus fiscal... ne figurent pas dans les conditions de soumission qui n'exigent que la présentation du NINEA et du RC.

Le modèle de lettre de soumission annexé au cahier des charges renvoie à des clauses des IC et du CCAG qui ne sont pas parties intégrantes

dudit cahier des charges.

Le rapport d'évaluation présente plusieurs anomalies dans l'analyse des offres et un contrôle déficient de l'exactitude arithmétique du cumul des prix unitaires proposés par les soumissionnaires.

D'abord pour le lot N° 1, le montant consigné dans le rapport d'évaluation (470 000 F CFA) ne concerne que le montant cumulé des prix unitaires du sous lot N° 1.1 alors que le montant total des prix unitaires des trois sous lots fait 945 000 F CFA. Une erreur a également été notée sur le cumul des prix unitaires des articles constitutifs du lot N° 4. Ainsi, la commission a retenu un montant de 733 120 F CFA en lieu et place de 727 000 F CFA qui constitue le montant effectif de l'offre.

Ce sont ces mêmes montants de 470 000 F CFA (lot N° 1) et 733 120 F CFA (lot N° 4) qui avaient été lus publiquement et également inscrits dans le procès verbal d'ouverture des plis. Ceci dénote une impréparation des opérations d'ouverture car le Président de la Commission des Marchés qui fait la lecture à haute voix du montant des offres ne doit pas ignorer que des sous-lots ont été constitués et que le canevas de présentation des offres doit être préparé préalablement à la séance d'ouverture pour faciliter la confection du procès verbal d'ouverture des plis.

Ensuite, s'agissant du lot N° 2, la commission technique a indiqué que « Technologies Services n'avait pas répondu aux articles 3 et 10 ». A l'examen de son offre, nous notons que ce sont les articles 3 et 27 qui n'ont pas été cotés et que l'article 10 a bien été coté mais n'est pas conforme aux spécifications techniques du cahier des charges.

Il s'y ajoute qu'il n'a pas été mentionné dans ledit rapport d'évaluation que pour le lot N° 3, DRP n'a pas coté les articles 17, 21, 23, 24 et 25. La commission technique a déclaré son offre conforme sans prendre en compte ce manquement et par la suite ce lot lui a été attribué car étant moins disant. Nous notons sur ce point une rupture du principe d'égalité de traitement des candidats car, les manquements qui ont conduit au rejet de l'offre de Technologie Services pour le lot N° 2 ont été constatés dans l'offre de DRP pour le lot N°3 et n'ont pas abouti à la même conclusion.

Pour le lot N° 4, il est indiqué que Technologies Services n'a pas répondu sur deux articles alors qu'il s'agit de trois articles.

Enfin sur le lot N° 5 pour l'article 18, Technologies Services a proposé deux types de sérum de contrôle (Level I et Level II), par conséquent, l'offre de Technologies Services a été déclarée conforme et celle de DRP non conforme. Rappelons que le cahier de charges n'avait requis

qu'un sérum de contrôle sans aucune autre précision donc l'offre de DRP ne peut être déclarée non conforme d'autant plus qu'elle était moins disante.

A titre comparatif des offres aux fins d'évaluation, la commission d'évaluation aurait dû procéder à la correction des articles qui ont été omis par les soumissionnaires si ces omissions n'altèrent pas la consistance des offres.

Le procès verbal d'attribution ne mentionne pas les montants auxquels les lots ont été attribués, seuls les noms des attributaires sont indiqués.

L'examen des offres nous a permis de constater que l'entreprise DRP a été l'unique soumissionnaire à proposer des quantités dans son offre alors que le cahier de charges n'avait pas indiqué lesdites quantités, il n'avait requis que les prix unitaires. La question se pose de savoir si des informations complémentaires ont été transmises, à qui, à quel moment, sous quelle forme ? . Les principes d'équité et d'égalité de traitement des soumissionnaires doivent accompagner tout le processus de passation des marchés.

Le contrat de DRP pour les lots 1, 2, 3 et 4 a été conclu pour un montant TTC alors que le contrat de Technologies Services (Lot 5) est signé pour un montant hors taxes. Un manque de cohérence et d'harmonisation est noté entre ces deux différentes clauses de ces contrats d'autant plus qu'il s'agit du même type de fournitures (réactifs de laboratoire).

L'article 7 du cahier des charges mentionne qu'« en cas de non respect des délais de livraison, il sera appliqué une pénalité de 0,5% par semaine de retard applicable sur le montant global du marché » alors que la pénalité est plutôt applicable sur le montant non livré des fournitures. Quant à la clause de l'article 4 du contrat, nous constatons une mauvaise formulation pour la pénalité à appliquer. En effet, le ratio suivant est posé : Pénalité = (Valeur de la pénalité x nombre de jours de retard) / 100 et précise que la valeur pénalisée est égale à la valeur des fournitures restant à livrer.

Cette clause prête à confusion, les pénalités doivent être calculées en appliquant le taux de pénalité à la valeur non livrée des fournitures multipliée par le nombre de jours de retard.

Sur le lot N° 5 attribué à Technologies Services, l'hôpital a émis un bon de commande (N° 1236 du 15 octobre 2012) avec l'introduction d'articles nouveaux qui n'étaient pas prévus par le bordereau des prix unitaires et le contrat de base signé avec ce fournisseur. En effet, sur les 13 articles, objet de ce bon de commande, seuls quatre articles étaient prévus donc les neuf autres articles ont été rajoutés avec des prix nouveaux. Nous notons que ces articles ont été livrés et réceptionnés par l'hôpital, aucune explication n'a été fournie sur ce rajout.

Les documents liés à l'exécution et au règlement des lots (1, 2, 3 et 4) attribués à DRP ne sont pas joints au dossier.

#### **DRP N° 12/MSAS/MED/SAF ACQUISITION D'UN LOGICIEL DESTINE AU SYSTEME D'INFORMATION HOSPITALIER**

L'examen du procès verbal d'ouverture des plis a permis de constater que les offres financières ont été inopportunément examinées à ce stade. Nous avons noté pour la DRP portant acquisition d'un progiciel de gestion hospitalière informatisée que le rapport d'évaluation ne matérialise pas le contrôle de la conformité des offres des candidats avec les spécifications fonctionnelles du cahier des charges. Ainsi, une offre ne couvrant pas toutes les fonctionnalités décrites dans le cahier des charges donc non conforme pour l'essentiel a été admise par la Commission Technique pour examen détaillé. Il s'y ajoute que cette commission technique n'est composée que de deux personnes dont le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés. Cette composition n'est pas conforme à l'esprit du code notamment au regard du nombre de personnes qui la composent. Comme indiqué ci-avant, nous avons également noté que le Coordonateur de la Cellule de Passation des Marchés est membre de la Commissions Technique d'Evaluation. Cette présence d'un élément essentiel du dispositif de contrôle interne dans une commission d'évaluation est contraire à l'esprit du Code.

Nous avons vérifié que tous les modules demandés dans le DAC ont été installés et avons noté que hormis le module de gestion des informations relatives à l'identité du patient, seul celui portant sur la facturation est utilisé. Les modules de gestion des soins (planification des rendez vous, planification de l'utilisation des installations et équipements, gestion des informations sanitaires, des prescriptions) ne sont pas utilisés. Les utilisateurs potentiels de cet outil n'ont pas été suffisamment sensibilisés pour une correcte appropriation et une confiance dans l'intégrité, la disponibilité, la confidentialité et la traçabilité des données qui sont les garants de la sécurité d'un système d'information.

#### **DRP N° 11 ACQUISITION DE FOURNITURES DE MAINTENANCE**

Des lettres d'invitation ont été envoyées aux candidats à la date du 15 octobre 2012 mais aucune lettre ne porte la date de réception effective du destinataire.

Le cahier des charges indique un délai d'exécution de 30 jours à compter de la date de signature du contrat alors que ce délai doit commencer à courir à compter de la date à laquelle le bon de commande a été émis par l'Hôpital.

Le rapport d'évaluation ne retrace pas la vérification faite sur le critère d'évaluation portant sur la réalisation de marchés similaires effectués par les candidats.

Les lettres d'information des candidats non retenus n'ont pas été établies par l'hôpital en violation de la circulaire 004 du PM portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. Pour le lot 2, nous notons un grand écart entre les deux offres faites par BT BTP SARL (793 980 F CFA) et les Ets Elimane Fall (3 058 450 F CFA).

Les critères utilisés pour l'examen de la qualification des soumissionnaires constituent des critères de recevabilité ou de conformité et non des critères de qualification. De plus, les critères de qualification ne sont pas examinés pour tous les candidats mais pour le soumissionnaire classé premier dont l'offre est déclarée conforme et moins disante. Si ce dernier n'est pas qualifié, on passe au suivant et ainsi de suite jusqu'à désigner le soumissionnaire qualifié dont l'offre est conforme.

Pour l'entreprise BT BTP SARL, un bon de commande, un bordereau de livraison, un PV de réception et une facture définitive ont été établis le 24 octobre 2012, soit six (06) jours avant l'évaluation, l'attribution provisoire et la notification d'attribution du marché. Par conséquent, l'exécution du marché a précédé l'attribution du marché et la notification à son titulaire, il s'agit d'opérations de régularisation en violation de l'article 44 du COA.

#### **DRP N° 007 ACQUISITION DE FOURNITURES HOTELIERES**

La commission des marchés n'a pas indiqué à l'ouverture des plis que les soumissionnaires devaient compléter les pièces administratives manquantes.

Sur le rapport d'évaluation, un tableau comparatif n'est pas établi pour matérialiser la vérification de la conformité des offres avec les spécifications techniques du cahier des charges. Il y est juste noté que « la commission a procédé à l'étude, à l'analyse et à l'évaluation des offres en procédant à leur classement selon le montant le plus bas. ».

Le délai de livraison n'a été mentionné ni dans le cahier des charges, ni dans le contrat en violation de l'article 13.6 du CMP.

Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de la circulaire 004 du PM.

Le contrat qui nous a été transmis n'a pas été enregistré en violation de l'article 424-12 du CGI.

## **DRP N° 10 FOURNITURE DE MEDICAMENTS, PRODUITS D'URGENCE ET DE PRODUITS DENTAIRES**

Des lettres d'invitation ont été envoyées aux candidats à la date du 06 septembre 2012 mais aucune lettre ne porte la date de réception effective du destinataire.

Pour le lot N° 2, relatif à l'achat de produits essentiels, de petits matériels et consommables médicaux auprès de la Maison du Médecin pour un montant total de 4 160 500 F CFA, l'examen de la liasse comptable a permis de noter une procédure de régularisation d'un achat déjà livré ; ainsi, les bons de commande auraient été émis le 4 décembre 2012 à une date postérieure à la réception desdites commandes (les Bordereaux de Livraison N° 0666 et 0666 Bis sont respectivement datés du 31 octobre et du 8 novembre 2012 alors que le Procès Verbal de Réception a été établi et signé par les membres de la Commission de Réception le 10 décembre 2012 soit un mois et demi après la première livraison. Ledit Procès Verbal de Réception renvoie à une facture N° 4546 du 4 octobre 2012 portant exactement le même numéro que la facture du 12 novembre 2012 portant les références du bon de commande N° 1273, 1275 et 1276 du 4 décembre 2012 en régularisation des bons de commande 1229, 1230 et 1231. Il s'agit d'une tentative mal maîtrisée de régularisation d'une opération déjà exécutée.

## **DRP RESTAURATION DU PERSONNEL**

La DRP est intitulée « Restauration du personnel de l'hôpital », mais il ressort du cahier des charges que la DRP est lancée pour le service de restauration en faveur des malades et du personnel. Il est cependant précisé dans le cahier des charges que seul le service de déjeuner pour le personnel et les malades sera pris en compte pendant le dépouillement et que les prix pour le petit déjeuner (malade), le dîner (malade) et le dîner (personnel) ne seront qu'à titre indicatif, le service d'hospitalisation n'ayant pas encore démarré.

Il aurait été à notre avis plus indiqué de demander aux candidats de présenter une offre de base comprenant le service de déjeuner pour les malades et le personnel avec en options le petit déjeuner et le dîner (malade et personnel). Cette faculté ne serait opportune que si le service d'hospitalisation a des chances d'être fonctionnel avant la signature du contrat puisque l'option ne peut être levée qu'à ce moment là.

L'avis de la DCMP n'a pas été requis avant le lancement de la procédure, en violation de l'article 140.a) du CMP ; il convient de rappeler que le lancement d'une procédure de passation d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle, quel qu'en soit le montant, ne doit être fait qu'après l'avis favorable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140 a) du CMP.

L'évaluation a été faite sans tenir compte des critères de qualification et n'a consisté qu'à une comparaison des prix, en violation de l'article



59 du CMP.

La lettre d'information du candidat non retenu, du rejet de son offre, n'a pas été classée dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

#### **DRP SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LE NETTOIEMENT DES LOCAUX**

Pour un marché de nettoyage, il est important d'inclure dans le cahier des charges parmi les critères de qualification une disposition relative à la nécessité pour les soumissionnaires de produire l'arrêté du MSAS portant autorisation ou renouvellement de l'autorisation d'exercer des travaux en hygiène domestique et publique.

L'évaluation a été faite sans tenir compte des exigences en matière de qualification et n'a consisté qu'à une comparaison des prix, en violation de l'article 59 du CMP.

L'examen des offres des candidats montre que l'attributaire du marché **ETS KHADY NDIAYE** et le candidat **ALLE AND CO SAMB** ont le même numéro de téléphone portable **77 616 27 79**, ce qui laisse entrevoir des indices de collusion et constitue une entrave au principe de transparence de la procédure de DRP.

#### **DRP SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LE GARDIENNAGE DES LOCAUX**

Ce marché a été exécuté comme un marché de clientèle ; sous ce rapport, il convient de rappeler que le lancement d'une procédure de passation d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle, quel qu'en soit le montant, ne doit être fait qu'après l'avis favorable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140 a) du CMP. Par ailleurs au regard du coût global de la prestation sur un exercice, la méthode de passation utilisée n'est pas appropriée puisque ce coût dépasse le seuil de passation des commandes par appel d'offres. Il s'agit d'une violation de l'article 53 du CMP.

L'examen du procès verbal d'attribution a permis de constater que les exigences en matière de qualification n'ont pas fait l'objet d'un contrôle formel avant la désignation de l'attributaire.

## **DRP N° 002 MATERIEL, MOBILIER DE BUREAU, MATERIELS INFORMATIQUES**

Le dossier ne comprend pas les lettres de consultation adressées aux candidats pressentis. La mission a constaté que les pièces administratives telles que les attestations relatives à la redevance de régulation, de l'IPRES, IRT, de la CSS... ne sont pas requises dans le cahier des charges, ce qui est contraire au CMP en son article 44 qui stipule que tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché.

L'examen du cahier des charges a permis de noter des incohérences car dans le même document il est indiqué à l'article 3 que le montant de la soumission doit être libellé en francs CFA TTC et à l'article 5 que la soumission est présentée hors TVA.

Concernant le lot 2 portant acquisition de matériels informatiques, des spécifications techniques ont été définies dans le cahier des charges. L'examen du rapport d'évaluation des offres a permis de constater la non matérialisation de leur analyse au regard des spécifications techniques du cahier des charges. Le rapport d'évaluation se limite à indiquer que la commission des marchés a procédé à l'analyse et à l'évaluation des offres, aucun tableau comparatif n'ayant été établi pour matérialiser ce contrôle. Ces anomalies notées dans le rapport d'évaluation constituent une violation des dispositions de l'article 59 du CMP.

Les critères de qualification (délai de livraison des fournitures de 30 jours dès réception du bon de commande, CV signé d'un technicien informaticien pour le SAV) qui ont été également mentionnés dans le cahier des charges n'ont pas été examinés pour le candidat classé premier.

Le contrat a été conclu au titre du lot N° 2 pour un montant de 5 380 800 F CFA TTC alors que ledit lot avait été attribué pour un montant de 7 150 000 F CFA TTC (le nombre d'ordinateurs commandés est passé de 11 à 9 et le nombre d'onduleurs de 4 à 3). Cette variation à la baisse des quantités au moment de la signature du contrat n'est possible que dans la limite d'une marge de fluctuation à définir au préalable et à insérer dans le dossier d'appel à la concurrence. Cette disposition n'étant pas prévue dans le DAC, l'Autorité Contractante ne se conforme pas aux dispositions du CMP en procédant à ces réductions au moment de la signature du contrat.

L'examen des offres des soumissionnaires a permis de noter qu'ils ont tous soumissionné pour deux photocopieurs alors que le DAC ne demandait qu'un seul photocopieur. Aucune rectification formelle du contenu du cahier des charges n'étant classée dans le dossier de marché, il y'a lieu de s'interroger sur le canal de transmission de l'information rectificative. Par ailleurs, nous avons identifié plusieurs similitudes

dans les offres des soumissionnaires T4 COM et EGPAS laissant entrevoir une collusion entre ces fournisseurs en violation des règles de saine concurrence et du principe de transparence.

Le cahier des charges avait requis 04 imprimantes laser, l'hôpital a passé une commande le 16 octobre 2012 pour une imprimante laser et une deuxième commande le 29 octobre 2012 pour une imprimante multi fonctions. L'achat d'imprimantes multifonctions n'était pas prévu dans le cahier des charges et ne faisait par conséquent pas partie de la liste du matériel annexée au contrat. Un nouveau prix a été introduit en violation du CMP.

Le contrat relatif au lot N° 2 portant sur la fourniture de matériels informatique n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation des dispositions de l'article 424-12 du Code Général des Impôts.

#### **DRP N° 009 FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN**

L'examen du cahier des charges a permis de noter des incohérences car, dans le même document, il est indiqué à l'article 3 que le montant de la soumission doit être libellé en francs CFA TTC et à l'article 5 que la soumission est présentée hors TVA.

Les soumissionnaires SERCO et TOUBA INVESTISSEMENT BUSINESS n'ont pas transmis leurs lettres de soumission tel que requis dans le cahier des charges. Par conséquent, leurs offres auraient dû être éliminées à l'évaluation et ne pas être classées.

Ce marché constitue un marché à prix unitaires donc de clientèle alors que le contrat a été signé pour un montant fixe déterminé comme ferme et non révisable en violation de l'article 25 b) du CMP.

Nous avons noté la récurrence de la consultation conjointe d'un même groupe d'entreprises (ETS KHADY NDIAYE, SERCO, TOUBA INVESTMENT BUSINESS, ALLE AND CO SAMB, SENIEP) sur plusieurs DRP de nature différente chez plusieurs autorités contractantes. Ces mêmes acteurs se retrouvent également ici et leurs offres portent des signes de collusion identifiés laissant ainsi entrevoir que lesdites entreprises se couvrent alternativement pour gagner à tour de rôle les marchés. Cette pratique, que nous avons mise à nu dans d'autres précédents audits, semble perdurer. La constitution et la mise à jour régulière d'une base de données des entreprises en collusion ou ayant parties liées s'avère plus que nécessaire pour mettre un terme à ces pratiques.

Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424-12 du

Code Général des Impôts.

### **DRP PORTANT SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LE TRANSPORT DU PERSONNEL**

Le cahier des charges mentionne parmi les conditions de soumission la réalisation d'au moins deux marchés de nature similaire dans les 5 dernières années en indiquant de 2009 à 2012 donc ceci fait quatre ans au lieu de cinq ans.

Le cahier des charges indique un délai d'exécution de 30 jours à compter de la date de signature du contrat alors que ce délai doit commencer à courir à compter du bon de commande émis par l'Hôpital.

Les lettres d'invitation de TATA SENEGAL et HERTZ n'ont pas été déchargées et il se trouve que ces deux prestataires figurant sur la liste des candidats pressentis n'ont pas soumissionné au marché. La preuve de la transmission effective des lettres d'invitation à ces deux prestataires n'est pas établie et pourrait expliquer, leur non participation à cette procédure concurrentielle qui semble biaisée. En effet, COSELOC a réceptionné la lettre d'invitation à soumissionner qui lui a été adressée à la date limite de réception des offres à savoir le 19 novembre 2012 et a tout de même présenté une offre datée du 15 novembre 2012 donc à une date antérieure à la réception de son invitation à soumissionner. Ces incongruités sont les signes d'une procédure simulée ou tronquée.

Le rapport d'évaluation ne retrace pas la vérification faite sur le critère d'évaluation portant sur la réalisation de marchés similaires effectués par les candidats.

Le contrat prévoyait que le marché était établi au titre de la gestion 2012 alors qu'il a été signé en fin 2012 plus précisément le 27 novembre 2012. L'exécution du contrat a commencé avant sa signature car les premières factures couvrent la période du mois d'août alors que le contrat a été signé le 27 novembre. Cette exécution anticipée du contrat qui est censé n'avoir d'effet à l'égard de l'attributaire qu'à compter de sa notification est une violation du CMP.

Nous notons que la première facture définitive a été établie le 31 août 2012 et les autres documents liés à l'exécution du marché pour cette première partie (bon de commande, certificat administratif, chèque, mandat de paiement,...) émis le 18 septembre 2012 alors que le contrat a été signé le 27 novembre 2012 et enregistré le 05 mars 2013.

Il s'y ajoute que pour cette première facture N° 102/L du 31 août 2012 de 1 250 000 F CFA, l'attestation de précompte TVA n'a pas été

établie car le montant du chèque N° 7176471 du 18 septembre 2012 adressé à Dakar Dem Dikk prend la totalité du montant TTC.

S'y ajoute qu'une convention de transport a été signée entre l'hôpital et Dakar Dem Dikk le 31 juillet 2012 où il est précisé que le contrat est conclu pour la gestion 2012 et entre en vigueur le 16 juillet 2012 et arrive à expiration le 31 décembre 2012. Il s'agit d'opérations de régularisation en violation de l'article 44 du COA. En plus, il est mentionné dans cette convention que le contrat est renouvelable par tacite reconduction en violation des dispositions de l'article 14 du CMP portant sur la durée des contrats et sur la nécessité d'une remise en concurrence périodique.

La tacite reconduction est illicite en matière de marchés publics et contraire au principe général de remise en concurrence périodique et constitue de ce fait une entrave à la liberté et à l'égalité d'accès à la commande publique. Elle est une cause de nullité absolue du contrat qui est regardé comme n'ayant jamais existé.

Ce marché a été exécuté comme un marché de clientèle ; sous ce rapport, il convient de rappeler que le lancement d'une procédure de passation d'un marché à commandes ou d'un marché de clientèle, quel qu'en soit le montant, ne doit être fait qu'après l'avis favorable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140.a) du CMP. Par ailleurs, au regard du coût global de la prestation sur la période contractuelle retenue, la méthode de passation utilisée n'est pas appropriée puisque ce coût atteint le seuil de passation des commandes par appel d'offres. Ce marché a par conséquent été conclu en violation des dispositions de l'article 53 du CMP.

### **DRP PORTANT SUR L'ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ET D'IMPRIMES**

L'examen du cahier des charges a permis de noter des incohérences car dans le même document il est indiqué à l'article 3 que le montant de la soumission doit être libellé en francs CFA TTC et à l'article 5 que la soumission est présentée hors TVA.

L'examen des offres des soumissionnaires a permis de noter plusieurs anomalies. Contrairement aux autres soumissionnaires, un des candidats qui se trouve être l'attributaire du marché a présenté en plus de son offre en prix unitaires, une offre avec des quantités alors que le cahier des charges n'avait donné aucune indication sur les quantités à commander. Cette incongruité laisse entrevoir une rupture d'égalité de traitement des candidats avec une diffusion d'information partielle assimilable à un délit d'initiés. Des signes de collusion ont par ailleurs été identifiés dans les offres des cinq soumissionnaires laissant subsister une incertitude sur la transparence de la procédure.

L'examen du rapport d'évaluation des offres a permis de noter que l'Autorité Contractante a appliqué au cumul des prix unitaires de chacun des soumissionnaires une quantité maximale de 25 pour le lot N°1 et 17 pour le lot N°2 pour déterminer le montant de leurs offres et

l'attributaire du marché. Ce procédé n'est pas conforme au CMP. Pour les marchés à commandes, le minimum et le maximum doivent être déterminés et annoncés dans l'avis d'appel à la concurrence en même temps que la méthode de sélection.

L'article 2 des deux contrats signés (un pour chaque lot) avec BAOL EQUIPEMENTS dispose qu'il s'agit d'un marché à commandes ; il convient de préciser sous ce rapport que le lancement d'une procédure passation d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle, quel qu'en soit le montant, ne doit être fait qu'après l'avis favorable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140 a) du CMP.

L'examen de l'exécution physique et financière du marché a permis de noter plusieurs anomalies :

- des articles et prix nouveaux non compris dans la consultation et dans le contrat ont été introduits dans les bons de commande N° 465/466/467 non datés ; lesdits articles sont relatifs à 5 registres d'activité du service social (73 750 F CFA TTC), 20 registres grand-livre de comptes ( 202 818 F CFA TTC) ;
- les prix de certains articles comparés à ceux figurant dans le contrat ont varié : (le prix unitaire du carnet d'inventaire individuel passe de 500 F CFA HT dans le contrat à 280 F CFA HT dans la commande, ceux des carnets de bon d'entrée, des carnets de bon de sortie définitive passent de 3 600 F CFA TTC à 8 594 F CFA HT, celui des carnets de bon de sortie provisoire passe de 3 600 F CFA TTC à 5 625 F CFA HT ... La modification des prix unitaires contractuels effectuée par le titulaire des marchés en violation des dispositions de l'article 4 desdits contrats , non remise en cause par l'Autorité Contractante est une entorse aux règles qui doivent présider au suivi de l'exécution des marchés.

Le même constat a été fait sur le bon de commande N°245 du 18 décembre 2012 avec des modifications de prix unitaires et des introductions de nouveaux prix non prévus au contrat. Cette commande est relative à un avenant de 2 269 449 F CFA pour un marché de base de 2 991 667 F CFA. Le montant de l'avenant dépasse la limite de 30 % fixée par l'article 24 du CMP. Il s'y ajoute que l'avenant ne détermine pas de manière détaillée les articles qui en sont l'objet. Le détail des articles objets de l'avenant est important pour permettre d'apprécier la pertinence du choix de l'avenant en lieu et place d'un nouveau marché au cas où l'objet du marché serait fondamentalement modifié.

Les mêmes observations relatives à la modification de prix unitaires et l'introduction de prix nouveaux ont été faites sur le Bon de Commande N° 008/009010 du 10 août 2012 et sur le Bon de commande 006 du 10 août 2012.

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **AOO N° 01/2012 PORTANT ACQUISITION D'UN VÉHICULE 4 X 4 STATION WAGON**

Se conformer aux dispositions des articles 67-4 et 134 du CMP.

Actualiser les articles visés dans les avis d'attribution notamment les articles 83.3, 88 et 89 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics qui se substituent aux articles 81.3, 86 et 87 du décret 2007-545 du 25 avril 2007.

Veiller à faire la distinction entre les critères de recevabilité, les critères d'évaluation et les critères de qualification. En effet, les critères de qualification doivent être examinés a posteriori et d'abord pour le moins disant conforme. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis par ce dernier, qu'ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante.

Veiller à établir des rapports d'évaluation en bonne et due forme en utilisant le modèle type et en procédant à l'examen des spécifications techniques demandées.

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.

### **RECOMMANDATIONS EMISES POUR LES DRP**

Veiller à mentionner dans le procès verbal d'ouverture des plis les pièces administratives manquantes et procéder au suivi formalisé de leur régularisation.

Se conformer aux dispositions de l'article 13.6 du CMP.

Veiller à établir des rapports d'évaluation en bonne et due forme en utilisant le modèle type et en procédant à l'examen des spécifications techniques demandées.

Se conformer à l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation des offres.

S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

Se conformer au respect aux dispositions des articles 43 et 44 sur les pièces administratives à fournir.

Veiller au respect des dispositions de l'article 140 a) du CMP sur le contrôle a priori de la DCMP sur les marchés à commande et de clientèle.

Eviter de donner des références liées aux IC et au CCAG des dossiers types qui ne font pas partie des cahiers de charges relatifs aux DRP pour pallier des confusions éventuelles.

Veiller à établir des rapports d'évaluation en bonne et due forme en procédant à une correcte analyse des offres et à la bonne correction des valeurs arithmétiques. Veiller au respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

Veiller à inscrire les montants auxquels les marchés sont attribués dans les procès verbaux d'attribution.

Harmoniser la clause des contrats sur la nature du marché qui est définie Hors Taxes ou Toutes Taxes Comprises.

Rectifier la clause relative aux pénalités de retard en précisant la bonne méthode de calcul de ces dernières.

Eviter l'introduction d'articles et prix nouveaux en cours de procédure d'exécution des marchés.

S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

Se conformer aux dispositions de la circulaire n° 004/PM/CAB/CP du PM du 31 mars 2009 sur l'information des candidats non attributaires.

Veiller à faire la distinction entre les critères de recevabilité ou conformité, les critères d'évaluation et de qualification.



Veiller à harmoniser les clauses relatives aux pénalités de retard inscrites dans le cahier des charges et le contrat et à une correcte détermination de ces pénalités à appliquer en cas de retard.

Eviter la régularisation des marchés tel que stipulé par l'article 44 du COA et la mention de la clause de reconduction tacite des marchés dans les pièces de marchés qui est proscrite par le CMP. Se conformer aux dispositions de l'article 14 du CMP sur la durée des marchés.

Bannir toute pratique collusive qui peut biaiser la concurrence. Veiller à plus de transparence dans la procédure de passation des DRP.

Se conformer à l'article 53 du CMP sur les seuils de passation des marchés.

Veiller au respect des dispositions de l'article 24 du CMP sur les avenants.

Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424 du Code Général des Impôts.

## **1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

## SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Le contrôle de l'exécution financière de la DRP portant **acquisition de fournitures de bureau et d'imprimés** a permis de noter les anomalies ci-après :

- des articles et prix nouveaux non compris dans la consultation et dans le contrat ont été introduits dans les bons de commande N° 465/466/467 non datés ; lesdits articles sont relatifs à 5 registres d'activité du service social (73 750 F CFA TTC), 20 registres grand-livre de comptes ( 202 818 F CFA TTC) ;
- les prix de certains articles comparés à ceux figurant dans le contrat ont varié : (le prix unitaire du carnet d'inventaire individuel passe de 500 F CFA HT dans le contrat à 280 F CFA HT dans la commande, ceux des carnets de bon d'entrée, des carnets de bon de sortie définitive passent de 3 600 F CFA TTC à 8 594 F CFA HT, celui des carnets de bon de sortie provisoire passe de 3 600 F CFA TTC à 5 625 F CFA HT ... La modification des prix unitaires contractuels effectuée par le titulaire des marchés en violation des dispositions de l'article 4 desdits contrats , non remise en cause par l'Autorité Contractante est une entorse aux règles qui doivent présider au suivi de l'exécution des marchés.

Le même constat a été fait sur le bon de commande N°245 du 18 décembre 2012 avec des modifications de prix unitaires et des introductions de nouveaux prix non prévus au contrat. Cette commande est relative à un avenant de 2 269 449 F CFA pour un marché de base de 2 991 667 F CFA. Le montant de l'avenant dépasse la limite de 30 % fixée par l'article 24 du CMP. Il s'y ajoute que l'avenant ne détermine pas de manière détaillée les articles qui en sont l'objet. Le détail des articles objets de l'avenant est important pour permettre d'apprécier la pertinence du choix de l'avenant en lieu et place d'un nouveau marché au cas où l'objet du marché serait fondamentalement modifié.

Les mêmes observations relatives à la modification de prix unitaires et l'introduction de prix nouveaux ont été faites sur le Bon de Commande N° 008/009010 du 10 août 2012 et sur le Bon de commande 006 du 10 août 2012.

Nous avons noté, lors du contrôle de l'exécution physique et financière du marché portant acquisition de réactifs de laboratoire que des commandes sont passées au titre des marchés attribués pour des articles ne figurant pas dans la liste des éléments constitutifs des lots objets desdits marchés. Des articles et des prix nouveaux non contractuels sont ainsi introduits dans les documents de commande en violation du principe d'intangibilité des offres.

<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
<p>Ne pas introduire de prix nouveaux en cours d'exécution des contrats. Les articles non compris dans le marché ne doivent pas être commandés dans le cadre de l'exécution dudit marché.</p> <p>Se conformer à l'article 24 relatif aux avenants.</p>

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE	
-	NON APPLICABLE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE	
	NON APPLICABLE

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

**TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>Description</b>	<b>AO N° 01/2012</b>	<b>DRP N° 007</b>	<b>DRP N° 004</b>		<b>DRP N° 11</b>	
<b>Nature</b>	<b>Acquisition d'un véhicule 4X4 Station Wagon</b>	<b>Acquisition de fournitures hôtelières</b>	<b>Acquisition de réactifs de laboratoire</b>		<b>Acquisition de fournitures de maintenance</b>	
<b>Attributaires</b>	<b>CCBM</b>	<b>Lafa Services Distribution</b>	<b>Lots 1 à 4: DRP</b>	<b>Lot 5: Technologie Services</b>	<b>Lots 1, 3, 4 et 6</b>	<b>Lots 2, 5 et 7</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>17 000 000</b>	<b>3 971 880</b>	<b>7 142 889</b>	<b>3 000 000</b>	<b>1 685 525</b>	<b>2 767 811</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP		✓	✓		✓	
Lettres d'invitation non déchargées par leurs destinataires					✓	
Fonctions des membres de la CM non précisées dans le PVO	✓					
Confusion faite entre les critères de recevabilité et de qualification	✓				✓	
Montants attribués non mentionnés dans le PV d'attribution		✓	✓			
Introduction d'articles nouveaux à l'exécution du marché			✓			
Carences dans l'évaluation des offres			✓			
Violation de l'article 13.6 du CMP sur la mention du délai d'exécution dans le contrat		✓				
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés					✓	
Violation des articles 43 et 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises			✓		✓	



Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation		✓		✓
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓			
Articles 83-3, 88 et 89 du CMP non actualisés dans les avis d'attribution provisoire	✓			
Violation de l'article 85 du CMP sur la notification définitive des marchés	✓			✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	
Non respect de l'article 134 du CMP relatif aux pénalités pour retard	✓			
Violation de l'article 140.a) sur l'avis a priori de la DCMP sur mes marchés à commande et de clientèle			✓	
Violation de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats		✓		

Description	DRP N° 12	DRP N° 10		DRP	DRP
Nature	Acquisition d'un logiciel destiné au système d'information hospitalier	Fourniture de médicaments, produits d'urgence et de produits dentaires		Restauration du personnel	Sélection d'un prestataire pour le nettoyage
Attributaires	EWT	DRP	Maison du Médecin	GIE MOM SA REW	Ets Khady Ndiaye
Montants en F CFA TTC	6 900 000	2 500 000	9 000 000	4 000 000	4 998 000
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓			✓	✓
Lettres d'invitation non déchargées par leurs destinataires	✓		✓		
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés			✓		
Violation des articles 43 et 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises				✓	
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation	✓			✓	✓
Violation de l'article 80 du CMP sur les prestations intellectuelles	✓				
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓			✓	✓
Signes de collusion					✓
Violation de l'article 140.a) sur l'avis a priori de la DCMP sur mes marchés à commande et de clientèle				✓	

Description	DRP	DRP N° 002		DRP N° 009	DRP	DRP	
Nature	Sélection d'un prestataire pour le gardiennage des locaux	Matériel, mobilier de bureau, matériels informatiques		Achat de produits d'entretien	Sélection d'un prestataire pour le transport du personnel	Acquisition de fournitures de bureau et d'imprimés	
Attributaires	Elite Protection	Lot 1: Baol Equipement	Lot 2: Sigma Services	Ets Khady Ndiaye	Dakar Dem Dikk	Baol Equipement	
						Lot 1	Lot 2
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>21 240 000</b>	<b>2 999 000</b>	<b>7 150 000</b>	<b>2 655 556</b>	<b>15 000 000</b>	<b>2 991 667</b>	<b>2 027 778</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓		✓	✓		
Lettres d'invitation non déchargées par leurs destinataires					✓		
Fonctions des membres de la CM non précisées dans le PVO	✓	✓		✓	✓	✓	
Montant du contrat différent du montant attribué		✓					
Lettres de soumission non transmises par certains soumissionnaires				✓			
Récurrence du même groupe d'entreprises consultées				✓			
Montants attribués non mentionnés dans le PV d'attribution		✓					
Introduction d'articles ou de prix nouveaux à l'exécution du marché		✓					
Carences dans l'évaluation des offres		✓					
Violation de l'article 14 du CMP sur la durée des marchés					✓		

Violation de l'article 24 du CMP sur les avenants					✓
Violation de l'article 25.b) du CMP sur les marchés de clientèle			✓		
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés				✓	
Violation des articles 43 et 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises		✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 53 du CMP sur les seuils de passation	✓			✓	
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation		✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓		
Signes de collusion		✓			
Violation de l'article 140.a) sur l'avis a priori de la DCMP sur mes marchés à commande et de clientèle	✓			✓	✓
Violation de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats		✓	✓	✓	
Reconduction tacite des contrats				✓	

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 PRESENTATION DE L'HOPITAL D'ENFANTS DE DIAMNIADIO**

L'Hôpital d'Enfants de Diamniadio est une infrastructure hospitalière de troisième zone destinée à la prise en charge totale des soins destinés aux enfants. Cette structure hospitalière assure des prestations de services de radiographie, de laboratoire d'analyses médicales et dispose de salles d'hospitalisation ; elle dispose également de quatre pôles-pavillons, d'un pôle de pédiatrie médicale, d'une chirurgie pédiatrique, d'une cardiologie, etc.

Cet hôpital érigé en établissement public de santé (EPS) depuis 2011, a démarré ses activités depuis août 2012. Il est entièrement dédié à la prise en charge des enfants de 0 à 15 ans.

L'hôpital d'enfants de Diamniadio d'une capacité de cent trente (130) lits est un hôpital moderne d'un coût de cinq milliards, totalement financé par la Coopération chinoise, la construction et l'équipement compris. La contrepartie de l'Etat sénégalais est d'environ huit cents millions, et concerne la construction d'un transformateur, la construction de logements sociaux et la mise à disposition des ressources humaines pour le fonctionnement de l'hôpital. La nouveauté avec cet hôpital est son autonomie en eau avec la construction d'un forage dans l'enceinte de la structure et une station d'épuration pour le traitement des eaux usées pour leur réutilisation.

### **2.2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

## **2.3 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.3.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.3.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- ▀ d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ▀ de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- ▀ de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;

- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.



En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.3.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b) à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c) à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement

demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;

- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

#### **2.3.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,

- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 - APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1<sup>er</sup> février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;

- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif a l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel a la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP ;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;

- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHÉS**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Hôpital d'Enfants de Diamniadio pour apprécier la capacité de l'hôpital à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous avons mis en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.



### 3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est la question de l'opportunité des ED qui sera examinée d'une part, la compétitivité des coûts sera examinée d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra déceler toutes les entraves au libre accès à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution, identification de tous les critères discriminatoires constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la gestion des interactions avec les soumissionnaires (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt qu'à prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbal ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- contrôle de la réalité économique des prix proposés,
- contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

L'audit de matérialité sera examiné à ce niveau. Il portera sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences ont été mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés de l'Hôpital d'Enfants de Diamniadio, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commissions des Marchés. Il convient de noter que la Direction de l'Hôpital ne s'est acquittée de cette obligation que le 27 juin 2012 alors que cette information aurait dû être communiquée à la DCMP et à l'ARMP au plus tard le 5 janvier 2012.

L'examen des dossiers de marchés a permis de noter un degré de formalisation appréciable. Il convient cependant de noter des insuffisances au niveau des rapports d'évaluation dont l'analyse du contenu a permis de noter que le contrôle du respect des spécifications techniques des cahiers des charges n'est pas toujours matérialisé. A titre d'illustration, nous citons le marché relatif à l'acquisition d'un véhicule et celui portant sur la mise en place du système d'information hospitalier. Par ailleurs, une confusion est dans plusieurs cas, faite entre le contrôle de la recevabilité et de la conformité de l'offre et le contrôle des critères de qualification. Ceci dénote une insuffisante appropriation de certaines particularités des procédures d'examen et d'évaluation des offres et de la nécessaire distinction à faire entre l'évaluation de l'offre en relation avec les critères de jugement desdites offres et la qualification du candidat.

Les critères de recevabilité doivent être examinés en amont alors que les critères de qualification sont examinés ex-post pour le candidat classé premier dont l'offre a été déclarée conforme et moins disante.

Nous avons noté que la Commission des Marchés n'a pas respecté ses obligations d'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures de demande de renseignements et de prix. Il s'agit d'une disposition de la circulaire du Premier Ministre.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés doit être instituée conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. Il convient à nouveau de noter que la Direction de l'Hôpital ne s'est acquittée de cette obligation que le 27 juin 2012 alors que cette information aurait dû être communiquée à la DCMP et à l'ARMP au plus tard le 5 janvier 2012.

Les fonctions qu'occupent les membres de la commission des marchés au sein de l'Hôpital ne sont pas toujours précisées dans les procès verbaux d'ouverture et d'attribution. Cette précision est importante car elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités entre les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante et la qualité de membre de la Commission des Marchés.

Nous avons noté par ailleurs que le Coordonateur de la Cellule de Passation des Marchés est dans certaines procédures d'acquisition désigné membre de la Commission Technique d'Evaluation. Cette présence d'un élément essentiel du dispositif de contrôle interne dans une commission d'évaluation est contraire à l'esprit du code.

Nous avons noté, pour la procédure d'appel d'offres portant acquisition d'un véhicule que la transmission du procès verbal d'ouverture des plis au soumissionnaire n'est pas matérialisée. L'accomplissement de cette formalité est une obligation au regard des dispositions de l'article 67.4 du CMP qui stipule que le procès verbal d'ouverture doit être remis aux candidats séance tenante.

Les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP qui ont été mentionnés dans l'avis d'attribution provisoire ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement par les articles 83.3 (Décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics) en vertu de l'article 89 du CMP. Une mise à jour des formulaires de publication des avis d'attribution doit être faite pour se conformer au décret 2011-1048 du 2è juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

Certains articles des Dossiers Types d'Appels d'Offres notamment l'article 17 du CCAG et les articles 4.2, 4.3, 19.1, 23.1, et 42 des IC sont mentionnés dans le modèle de lettre de soumission annexé aux cahiers des charges des Demandes de Renseignements et de Prix alors qu'elles ne sont parties intégrantes desdits cahiers des charges. Une adaptation du modèle devrait être effectuée pour les DRP.

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ont été signées par tous les membres (titulaires et suppléants) de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés et transmises à la DCMF et à l'ARMP en même temps que les décisions instituant la CM et la CPM le 27 juin 2012.

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du Plan de Passation des Marchés de l'Hôpital d'Enfants de Diamniadio, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

#### 4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Un premier plan a été transmis le 27 juin 2012 alors qu'au regard des dispositions du CMP, il aurait dû parvenir à la DCMP et à l'ARMP au plus tard le 31 décembre 2011. Ce retard s'explique par le fait que la réception de l'hôpital n'a été effectuée que le 18 mai 2012. Notons qu'au regard de l'article 6 du CMP, aucun avis spécifique de passation de marché ne peut être publié avant l'expiration d'un délai minimum de 7 jours à compter de la publication du PPM ou de sa révision à l'exception des cas prévus par l'article 76-2 du CMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles que leur inscription dans le PPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de passation des marchés par appel d'offres tel que spécifié dans l'article 53 du CMP.

#### 4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

Aux termes de l'article 6 du CMP, l'Hôpital d'Enfants de Diamniadio doit publier avant la fin du mois de janvier 2012, un Avis Général de Passation des Marchés selon le modèle arrêté par l'ARMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles que leur inscription dans l'AGPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de revue a priori de la DCMP. Au même titre que les autres documents de programmation, l'AGPM n'a pas été publié dans les délais requis.

#### 4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA DAGE DE L'HED

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'HED sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'HED EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMP			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès Verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

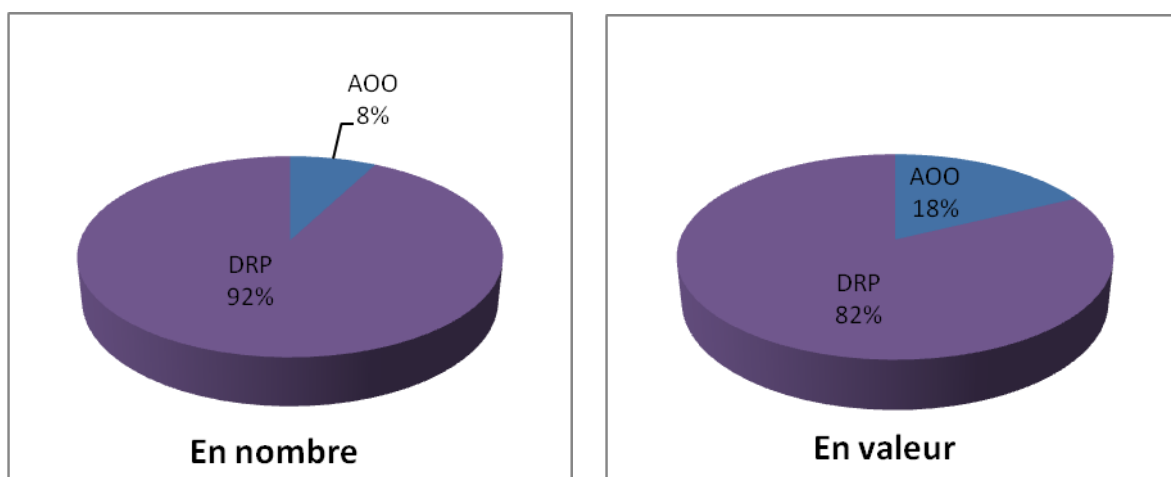
## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d’offres ouvert (AOO)	1	17 000 000	1	17 000 000	100%	100%
Appel d’offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	12	78 864 106	12	78 864 106	100%	100%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenants	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>95 864 106</b>	<b>13</b>	<b>95 864 106</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



#### CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Nous avons examiné, la totalité des marchés présentés par l’HED soit un taux de couverture de 100 % en nombre et 100% en valeur.



#### 4.2.2. MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

<b>AOO N° 01/2012 PORTANT ACQUISITION D'UN VÉHICULE 4 X 4 STATION WAGON</b>	
<b>Date de publication de l'AGPM</b>	12 juillet 2012 dans L'Observateur
<b>Date de publication de l'AO</b>	18 juillet 2012 dans Le Populaire
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	23 août 2012 à 10 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	35 jours
<b>Période de validité des offres</b>	90 jours
<b>Date de l'évaluation technique</b>	Non daté
<b>Date d'attribution</b>	06 septembre 2012
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	07 septembre 2012 dans Le Populaire
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	-
<b>Date de souscription</b>	16 octobre 2012
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	13 décembre 2012
<b>Date d'approbation</b>	21 décembre 2012
<b>Date d'immatriculation</b>	24 décembre 2012
<b>Date de notification du marché</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	Contrat enregistré mais la date n'apparaît pas
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	26 septembre 2012 dans Le Populaire
<b>Délai d'exécution</b>	30 jours au plus tôt 120 jours au plus tard 90 jours (contrat à compter de la date de signature du contrat)
<b>Attributaire</b>	CCBM

<b>Montant en F CFA TTC</b>	17 000 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Les fonctions qu'occupent les membres de la commission des marchés au sein de l'Hôpital n'ont pas été précisées dans les procès verbaux d'ouverture et d'attribution du marché. Cette précision est importante car elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités entre les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante avec la qualité de membre de la Commission des Marchés.</p> <p>Le Coordonateur de la Cellule de Passation des Marchés est membre de la Commissions Technique d'Evaluation. Cette présence d'un élément essentiel du dispositif de contrôle interne dans une commission d'évaluation est contraire à l'esprit du code.</p> <p>La transmission du procès verbal d'ouverture des plis au soumissionnaire n'est pas matérialisée en violation de l'article 67-4 du CMP qui stipule que le PVO doit être remis aux candidats séance tenante.</p> <p>Lors de la vérification des pièces administratives à l'ouverture, il n'est pas mentionné dans le procès verbal que l'attestation justifiant le paiement des redevances de régulation délivrée par l'ARMP n'avait pas été remise par CCBM. En effet, à l'examen de l'offre et des pièces administratives de CCBM, nous notons que cette pièce n'est pas classée dans la liasse.</p> <p>Le rapport d'évaluation ne relate pas l'examen des spécifications techniques énoncées dans le DAO. La commission aurait dû matérialiser la comparaison entre les spécifications techniques requises dans le DAO et celles offertes par CCBM pour mieux s'assurer de la conformité de l'offre et répondre aux besoins de l'Hôpital.</p> <p>Les critères de qualification des candidats et les critères de recevabilité des offres (examen des pièces administratives, garantie de soumission...) ont été consignés dans un même tableau alors qu'il s'agit de deux examens distincts effectués à des stades différents de la procédure. Les critères de recevabilité doivent être examinés au préalable alors que les critères de qualification sont examinés ex-post pour le candidat</p>

	<p>classé premier dont l'offre a été déclarée conforme et moins disante.</p> <p>Les critères de qualification énoncés dans le DAO tels que les états certifiés de 2011, 2010 et 2009, un véhicule de dépannage n'ont pas été pris en compte à l'examen des critères de qualification de CCBM. Notons qu'à l'ouverture des plis, il était mentionné sur le PV que les états certifiés de 2011 ont été reçus. Ceux relatifs aux exercices 2009 et 2010 n'auraient par conséquent pas été transmis. Nous notons que cette information n'a pas été expressément consignée dans le procès verbal d'ouverture des plis pas plus que dans le rapport d'évaluation. Cette « omission » constitue une entorse au principe de transparence.</p> <p>Les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP qui ont été mentionnés dans l'avis d'attribution provisoire ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement par les articles 83.3 (Décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics) en vertu de l'article 89 du CMP.</p> <p>Le DAO avait prévu un délai de livraison compris entre 30 jours et 120 jours, cependant, dans son offre, CCBM avait proposé un délai de 90 jours à compter de la date de signature du contrat qui a fait l'objet de l'article 05 du contrat et il est dit « qu'aucun retard par rapport au délai de livraison ne sera toléré ».</p> <p>Néanmoins, nous notons que le bon de commande (26 décembre 2012) a été émis 70 jours après la signature du contrat (16 octobre 2012) alors que le délai de livraison devait être décompté à compter de la signature du contrat. Cette disposition du contrat est contraire à l'article 85 du CMP qui dispose que le marché ne produit d'effet à l'égard de l'attributaire qu'à compter de sa notification. Une disposition contraire a certes été mentionnée dans le contrat mais s'avère inopérante puisque le délai y court avant l'approbation, l'immatriculation et la notification du contrat.</p> <p>En effet, le bon de commande a été émis le 26 décembre 2012 alors que la livraison n'a été effective</p>
--	--

	<p>que le 29 avril 2013, ce qui fait 34 jours de retard et aucune pénalité de retard n'a été décomptée comme prévu dans le contrat et en violation de l'article 134 du CMP.</p> <p>La fiche d'immatriculation de la DCMP qui nous a été transmise ne comporte pas la date de notification du marché.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution provisoire et définitive du marché et le justificatif de reversement de la TVA ne sont pas jointes au dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions des articles 67-4 et 134 du CMP.</p> <p>Actualiser les articles visés dans les avis d'attribution notamment les articles 83.3, 88 et 89 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics qui se substituent aux articles 81.3, 86 et 87 du décret 2007-545 du 25 avril 2007.</p> <p>Veiller à faire la distinction entre les critères de recevabilité, les critères d'évaluation et les critères de qualification. En effet, les critères de qualification doivent être examinés a posteriori et d'abord pour le moins disant conforme. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis par ce dernier, qu'ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante.</p> <p>Veiller à établir des rapports d'évaluation en bonne et due forme en utilisant le modèle type et en procédant à l'examen des spécifications techniques demandées.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de</p>

	passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Pas de réponse.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Les observations et les recommandations formulées dans le rapport provisoire sont maintenues.

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

<b>DRP N° 007 PORTANT ACQUISITION DE FOURNITURES HOTELIERES</b>	
<b>Date des lettres d'invitation des candidats</b>	09 août 2012
<b>Date limite de dépôt des offres et de l'ouverture des plis</b>	17 août 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	7 jours
<b>Date de l'évaluation et de l'attribution</b>	17 août 2012
<b>Date de notification d'attribution</b>	17 août 2012
<b>Date de signature du contrat</b>	22 août 2012
<b>Date de souscription du contrat</b>	22 août 2012
<b>Date d'approbation du contrat</b>	22 août 2012
<b>Date de notification du marché</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Délai d'exécution</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	Lafa Services Distribution- Touba Investissement Business- GIE SENIEP- Fallou Distribution- Allé and CO SAMB
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 offres reçues : Lafa Services Distribution- Touba Investissement Business- GIE SENIEP- Fallou Distribution- Allé and CO SAMB
<b>Attributaire</b>	LAFA SERVICES DISTRIBUTION
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	3 971 880 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>La commission des marchés n'a pas indiqué à l'ouverture des plis que les soumissionnaires devaient compléter les pièces administratives manquantes.</p> <p>Sur le rapport d'évaluation, un tableau comparatif n'est pas établi pour matérialiser la vérification de la conformité des offres avec les spécifications techniques du cahier des charges. Il y est juste noté que « la commission a procédé à l'étude, à l'analyse et à l'évaluation des</p>

	<p>offres en procédant à leur classement selon le montant le plus bas.»</p> <p>Le délai de livraison n'a été mentionné ni dans le cahier des charges, ni dans le contrat en violation de l'article 13.6 du CMP.</p> <p>Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de la circulaire 004 du PM.</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis n'a pas été enregistré en violation de l'article 424-12 du CGI.</p> <p>Le justificatif du reversement de la TVA n'est pas joint au dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à mentionner dans le procès verbal d'ouverture des plis les pièces administratives manquantes et procéder au suivi formalisé de leur régularisation.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 13.6 du CMP et de la circulaire 004 du PM.</p> <p>Veiller à établir des rapports d'évaluation en bonne et due forme en utilisant le modèle type et en procédant à l'examen des spécifications techniques demandées. Se conformer à l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation des offres.</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Pas de réponse.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Les observations et les recommandations formulées dans le rapport provisoire sont maintenues.

<b>DRP N° 004 PORTANT ACQUISITION DE REACTIFS DE LABORATOIRE (CINQ LOTS)</b>			
<b>Date des lettres d’invitation des candidats</b>		25 juillet 2012	
<b>Date limite de dépôt des offres et de l’ouverture des plis</b>		03 août 2012	
<b>Délai de préparation des offres</b>		8 jours	
<b>Date de l’évaluation</b>		07 août 2012	
<b>Date de l’attribution</b>		13 août 2012	
<b>Date de notification d’attribution</b>		13 août 2012	
<b>Date de signature du contrat</b>		17 août 2012	
<b>Date de souscription du contrat</b>		17 août 2012	
<b>Date d’approbation du contrat</b>		17 août 2012	
<b>Date de notification du marché</b>		-	
<b>Date d’enregistrement du contrat</b>		16 octobre 2012	
<b>Délai d’exécution</b>		30 jours après signature du contrat	
<b>Fournisseurs consultés</b>		Technologies Services- DRP- Medilabo- Medical Partner- Diahanor	
<b>Nombre d’offres reçues</b>		05 offres reçues : Technologies Services- DRP- Medilabo- Medical Partner- Diahanor	
<b>Attributaires</b>	<b>DRP</b>	<b>Lot 1 Bactériologie</b>	945 000 cumul des prix unitaires
		<b>Lot 2 Disque d’antibiotique</b>	219 000 cumul des prix unitaires
		<b>Lot 3 Sérologie</b>	1 216 700 cumul des prix unitaires
		<b>Lot 4 Hématologie</b>	727 000 cumul des prix unitaires
	<b>Technologies Services</b>	<b>Lot 5 Biochimie</b>	761 700 cumul des prix unitaires
<b>Montant du marché pour les lots 1 à 4</b>			<b>7 142 889 F CFA TTC</b>



Montant du marché pour le lot 5	3 000 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>L'avis de la DCMP pour passer ce marché de clientèle n'a pas été requis tel que stipulé par l'article 140 a) du CMP qui l'exige quel que soit le montant du marché. En effet, le lancement d'une procédure de passation d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle, quel qu'en soit le montant, ne doit être fait qu'après l'avis favorable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140 a) du CMP.</p> <p>Les pièces administratives requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP telles que les attestations de la CSS, de l'IPRES, de l'IRT, le quitus fiscal... ne figurent pas dans les conditions de soumission qui n'exigent que la présentation du NINEA et du RC.</p> <p>Le modèle de lettre de soumission annexé au cahier des charges renvoie à des clauses des IC et du CCAG qui ne sont pas parties intégrantes dudit cahier des charges.</p> <p>Le rapport d'évaluation présente plusieurs anomalies dans l'analyse des offres et un contrôle déficient de l'exactitude arithmétique du cumul des prix unitaires proposés par les soumissionnaires.</p> <p>D'abord, pour le lot N° 1, le montant consigné dans le rapport d'évaluation (470 000 F CFA) ne concerne que le montant cumulé des prix unitaires du sous lot N° 1.1 alors que le montant total des prix unitaires des trois sous lots fait 945 000 F CFA. Une erreur a également été notée sur le cumul des prix unitaires des articles constitutifs du lot N° 4. Ainsi, la commission a retenu un montant de 733 120 F CFA en lieu et place de 727 000 F CFA qui constitue le montant effectif de l'offre.</p> <p>Ce sont ces mêmes montants de 470 000 F CFA (lot N° 1) et 733 120 F CFA (lot N° 4) qui avaient été lus publiquement et également inscrits dans le procès verbal d'ouverture des plis. Ceci dénote une impréparation des opérations d'ouverture car le Président de la Commission des Marchés qui fait la lecture à haute voix du montant des offres ne doit pas ignorer que des sous-lots ont été constitués et que le canevas de présentation des offres doit être préparé préalablement à la séance d'ouverture pour faciliter la confection du procès verbal d'ouverture des plis.</p> <p>Ensuite, s'agissant du lot N° 2, la commission technique a indiqué que « Technologies Services n'avait pas répondu aux articles 3 et 10 ». A l'examen de son offre, nous notons que ce sont les articles 3 et 27 qui n'ont pas été cotés et que l'article 10 a bien été coté mais</p>

	<p>n'est pas conforme aux spécifications techniques du cahier des charges.</p> <p>Il s'y ajoute qu'il n'a pas été mentionné dans ledit rapport d'évaluation que pour le lot N° 3, DRP n'a pas coté les articles 17, 21, 23, 24 et 25. La commission technique a déclaré son offre conforme sans prendre en compte ce manquement et par la suite ce lot lui a été attribué car étant moins disant. Nous notons sur ce point une rupture du principe d'égalité de traitement des candidats car, les manquements qui ont conduit au rejet de l'offre de Technologies Services pour le lot N° 2 ont été constatés dans l'offre de DRP pour le lot N°3 et n'ont pas abouti à la même conclusion.</p> <p>Pour le lot N° 4, il est indiqué que Technologies Services n'a pas répondu sur deux articles alors qu'il s'agit de trois articles.</p> <p>Enfin sur le lot N° 5 pour l'article 18, Technologies Services a proposé deux types de sérum de contrôle (Level I et Level II), par conséquent, l'offre de Technologies Services a été déclarée conforme et celle de DRP non conforme. Rappelons que le cahier de charges n'avait requis qu'un sérum de contrôle sans aucune autre précision donc l'offre de DRP ne peut être déclarée non conforme d'autant plus qu'elle était moins disante.</p> <p>A titre comparatif des offres aux fins d'évaluation, la commission d'évaluation aurait dû procéder à la correction des articles qui ont été omis par les soumissionnaires si ces omissions n'altèrent pas la consistance des offres.</p> <p>Le procès verbal d'attribution ne mentionne pas les montants auxquels les lots ont été attribués, seuls les noms des attributaires sont indiqués.</p> <p>L'examen des offres nous a permis de constater que l'entreprise DRP a été l'unique soumissionnaire à proposer des quantités dans son offre alors que le cahier de charges n'avait pas indiqué lesdites quantités, il n'avait requis que les prix unitaires. La question se pose de savoir si des informations complémentaires ont été transmises, à qui, à quel moment, sous quelle forme ?</p> <p>Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de la circulaire 004 du PM.</p> <p>Le contrat de DRP pour les lots 1, 2, 3 et 4 a été conclu pour un montant TTC alors que le contrat de Technologies Services (Lot 5) est signé pour un montant hors taxes. Un manque de cohérence et</p>
--	---

	<p>d'harmonisation est noté entre ces deux différentes clauses de ces contrats d'autant plus qu'il s'agit du même type de fournitures (réactifs de laboratoire).</p> <p>L'article 7 du cahier des charges mentionne qu' « en cas de non respect des délais de livraison, il sera appliqué une pénalité de 0,5% par semaine de retard applicable sur le montant global du marché » alors que la pénalité est plutôt applicable sur le montant non livré des fournitures. Quant à la clause de l'article 4 du contrat, nous constatons une mauvaise formulation pour la pénalité à appliquer. En effet, le ratio suivant est posé : Pénalité = (Valeur de la pénalité x nombre de jours de retard) / 100 et précise que la valeur pénalisée est égale à la valeur des fournitures restant à livrer.</p> <p>Cette clause prête à confusion, les pénalités doivent être calculées en appliquant le taux de pénalité à la valeur non livrée des fournitures multipliée par le nombre de jours de retard.</p> <p>Sur le lot N° 5 attribué à Technologies Services, l'hôpital a émis un bon de commande (N° 1236 du 15 octobre 2012) avec l'introduction d'articles nouveaux qui n'étaient pas prévus par le bordereau des prix unitaires et le contrat de base signé avec ce fournisseur. En effet, sur les 13 articles, objet de ce bon de commande, seuls quatre articles étaient prévus donc les neuf autres articles ont été rajoutés avec des prix nouveaux. Nous notons que ces articles ont été livrés et réceptionnés par l'hôpital, aucune explication n'a été fournie sur ce rajout.</p> <p>Les documents liés à l'exécution et au règlement des lots (1, 2, 3 et 4) attribués à DRP ne sont pas joints au dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des dispositions des articles 43, 44 et 140 a) du CMP.</p> <p>Eviter de donner des références liées aux IC et au CCAG des dossiers types qui ne font pas partie des cahiers de charges relatifs aux DRP pour pallier à des confusions éventuelles.</p> <p>Veiller à établir des rapports d'évaluation en bonne et due forme en procédant à une correcte analyse des offres et à la bonne correction des valeurs arithmétiques. Veiller au respect du principe d'égalité de traitement des candidats.</p> <p>Veiller à inscrire les montants auxquels les marchés sont attribués dans les procès verbaux d'attribution.</p> <p>Harmoniser la clause des contrats sur la nature du marché qui est</p>

	<p>définie Hors Taxes ou Toutes Taxes Comprises.</p> <p>Rectifier la clause relative aux pénalités de retard en précisant la bonne méthode de calcul de ces dernières.</p> <p>Eviter l'introduction d'articles et prix nouveaux en cours de procédure d'exécution des marchés.</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Effectivement les montants des offres arrêtées par lots ou sous lots dans le rapport d'évaluation et qui fondent les propositions de classement des offres ne sont pas repris dans le procès verbal d'attribution qui se limite à faire des propositions d'attribution pour chaque lot sans fixer de montant ; cela s'explique par le fait que la liasse est composée du procès verbal d'ouverture, du rapport d'évaluation des offres et du procès verbal d'attribution provisoire et dans note compréhension, il n'était pas nécessaire de reprendre les mêmes informations contenues dans le rapport d'évaluation et de les mettre dans le PV d'attribution d'autant plus que, toutes ces informations se trouveraient dans le contrat qui lie les deux structures. Néanmoins, nous avons pris acte de votre remarque et veillerons à inscrire les montants retenus dans le PV d'attribution et qui sont conformes à ceux du rapport d'évaluation. Pour ce qui est de la tendance à fixer le montant du marché au niveau de l'enveloppe budgétaire allouée à l'activité, c'était par souci de se conformer au budget retenu et inscrit dans le plan de passation. Néanmoins, au moment de la contractualisation, nous prendrons en considération votre recommandation consistant à retenir le cumul des prix unitaires lors des prochaines consultations.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons acte de vos commentaires. Nous maintenons l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>DRP N° 11 FONCT/MSAS/HED/2012 PORTANT ACQUISITION NDE FOURNITURES DE MAINTENANCE</b> <b>Lot 1 : Plomberie Lot 2 : Menuiserie ébénisterie Lot 3 : Electricité Lot 4 : Menuiserie métallique, Lot 5 : Froid, Lot 6 : Maçonnerie, Lot 7: Petit outillage de maintenance</b>			
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>		15 octobre 2012	
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>		23 octobre 2012 à 11 heures	
<b>Délai de préparation des offres</b>		08 jours	
<b>Période de validité des offres</b>		Deux mois	
<b>Date d'évaluation</b>		29 octobre 2012	
<b>Date d'attribution et de notification d'attribution</b>		31 octobre 2012	
<b>Date de signature et d'approbation du contrat</b>		02 novembre 2012	
<b>Date d'enregistrement 2012</b>		26 décembre 2012 (lots 2, 5 et 7)  15 janvier 2013 (lots 1, 3, 4 et 6)	
<b>Délai d'exécution</b>		30 jours après signature du contrat	
<b>Fournisseurs consultés</b>		05 : ATENA, Pape Cheikh Fall, Ets Elimane Fall, BT BTP SARL, Fia International	
<b>Nombre d'offres reçues</b>		deux (02) pour chaque lot : BT BTP SARL - Elimane Fall	
<b>Attributaires</b>	<b>BT BTP SARL</b>	<b>Lots 2, 5 et 7</b>	<b>2 747 811 F CFA TTC</b>
	<b>ELIMANE FALL</b>	<b>Lots 1, 3, 4 et 6</b>	<b>1 685 525 F CFA TTC</b>
<b>Non conformités</b>	Des lettres d'invitation ont été envoyées aux candidats à la date du 15 octobre 2012 mais aucune lettre ne porte la date de réception effective du destinataire.  Le cahier des charges indique un délai d'exécution de 30 jours à compter de la date de signature du contrat alors que ce délai doit commencer à courir à compter du bon de commande émis par l'Hôpital.		

	<p>Aucune des pièces administratives requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP ne figure dans les conditions de soumission qui n'exigent que la présentation du NINEA et du RC.</p> <p>Le modèle de lettre de soumission annexé au cahier des charges renvoie à des clauses des IC et du CCAG qui ne sont pas parties intégrantes dudit cahier des charges.</p> <p>L'article 7 du cahier des charges mentionne qu'« en cas de non respect des délais de livraison, il sera appliqué une pénalité de 0,5% par semaine de retard applicable sur le montant global du marché » alors que la pénalité est plutôt applicable sur le montant non livré des fournitures. Quant à la clause de l'article 4 du contrat, nous constatons une mauvaise formulation pour la pénalité à appliquer. En effet, le ratio suivant est posé : Pénalité = (Valeur de la pénalité x nombre de jours de retard) / 100 et précise que la valeur pénalisée est égale à la valeur des fournitures restant à livrer.</p> <p>Cette clause prête à confusion, les pénalités doivent être calculées en appliquant le taux de pénalité à la valeur non livrée des fournitures multipliée par le nombre de jours de retard.</p> <p>Le rapport d'évaluation ne retrace pas la vérification faite sur le critère d'évaluation portant sur la réalisation de marchés similaires effectués par les candidats.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus n'ont pas été établies par l'hôpital en violation de la circulaire 004 du PM. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Pour le lot 2, nous notons un grand écart entre les deux offres faites par BT BTP SARL (793 980 F CFA) et les Ets Elimane Fall (3 058 450 F CFA).</p> <p>Les critères utilisés pour l'examen de la qualification des soumissionnaires constituent des critères de recevabilité ou de conformité et non des critères de qualification. De plus, les</p>
--	---

	<p>critères de qualification ne sont pas examinés pour tous les candidats mais pour le soumissionnaire classé premier dont l'offre est déclarée conforme et moins disante. Si ce dernier n'est pas qualifié, on passe au suivant ainsi de suite jusqu'à la désignation du soumissionnaire qualifié dont l'offre est conforme.</p> <p>Pour l'entreprise BT BTP SARL, un bon de commande, un bordereau de livraison, un PV de réception et une facture définitive ont été établis le 24 octobre 2012 soit six (06) jours avant l'évaluation, l'attribution provisoire et la notification d'attribution du marché. Par conséquent, l'exécution du marché a précédé l'attribution du marché et la notification à son titulaire, il s'agit d'opérations de régularisation en violation de l'article 44 du COA.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation.</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire n° 004/PM/CAB/CP du PM du 31 mars 2009 sur l'information des candidats non attributaires.</p> <p>Veiller à faire la distinction entre les critères de recevabilité ou de conformité, les critères d'évaluation et de qualification.</p> <p>Se conformer au respect aux dispositions des articles 43 et 44 sur les pièces administratives à fournir.</p> <p>Veiller à harmoniser les clauses relatives aux pénalités de retard inscrites dans le cahier des charges et le contrat et à une correcte détermination de ces pénalités à appliquer en cas de retard.</p> <p>Eviter la régularisation des marchés tel que stipulé par l'article 44 du COA et la mention de la clause de reconduction tacite des marchés dans les pièces de marchés qui est proscrite par le CMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Pas de réponse.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Les observations et les recommandations formulées dans le rapport provisoire sont maintenues.

<b>DRP N° 12/MSAS/MED/SAF ACQUISITION D'UN LOGICIEL DESTINE AU SYSTEME D'INFORMATION HOSPITALIER</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	15 octobre 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	23 octobre 2012 à 11 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	08 jours
<b>Date d'attribution</b>	30 octobre 2012
<b>Date de notification d'attribution</b>	31 octobre 2012
<b>Date de signature et d'approbation du contrat</b>	03 décembre 2012
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	04 octobre 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	05: Ets Mamadou Touré, Dworks Life Science, MKD Consulting, Senglobal Technologie, EWT
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Trois (03) : Ets Mamadou Touré, Dworks Life Science, EWT
<b>Attributaire</b>	<b>EWT</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>6 900 000 FCFA TTC</b>
<b>Non conformités</b>	<p>L'examen du procès verbal d'ouverture des plis a permis de constater que les offres financières ont été examinées à ce stade. Nous avons noté pour la DRP portant acquisition d'un progiciel de gestion hospitalière informatisée que le rapport d'évaluation ne matérialise pas le contrôle de la conformité des offres des candidats avec les spécifications fonctionnelles du cahier des charges. Ainsi, une offre ne couvrant pas toutes les fonctionnalités décrites dans le cahier des charges donc non conforme pour l'essentiel a été admise par la Commission Technique pour examen détaillé. Il s'y ajoute que cette commission technique n'est composée que de deux personnes dont le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés. Cette composition n'est pas conforme à l'esprit du code notamment au regard du nombre de personnes qui la composent. Comme indiqué ci-avant, nous avons également noté que le Coordonateur de la Cellule de Passation des Marchés est membre de la Commission Technique d'Evaluation. Cette présence d'un élément essentiel du dispositif de contrôle interne dans une commission d'évaluation est contraire à l'esprit du code.</p> <p>Nous avons vérifié que tous les modules demandés dans le DAC ont été installés et avons noté que hormis le module de gestion des informations relatives à l'identité du patient, seul</p>



	<p>celui portant sur la facturation est utilisé. Les modules de gestion des soins (planification des rendez vous, planification de l'utilisation des installations et équipements, gestion des informations sanitaires, des prescriptions) ne sont pas utilisés. Les utilisateurs potentiels de cet outil n'ont pas été suffisamment sensibilisés pour une correcte appropriation et une confiance dans l'intégrité, la disponibilité, la confidentialité et la traçabilité des données qui sont les garants de la sécurité d'un système d'information.</p> <p>Aucune lettre d'invitation ne porte la date de réception effective du destinataire.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne sont pas classées dans le dossier de marché. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Les justificatifs de paiement (B/C, B/L, Facture, copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été classés dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation.</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire n° 004/PM/CAB/CP du PM du 31 mars 2009 sur l'information des candidats non retenus.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires Autorité Contractante</b>	<p>Pour la DRP relative d'un progiciel de gestion, la logique voudrait qu'on ouvre toutes les offres afin de voir celles qui couvrent toutes les fonctionnalités décrites dans le cahier des charges ; et c'est ce que la sous commission technique a fait après dépouillement. Pour ce qui est de la présence du coordonnateur de la cellule dans sous commission, elle est motivée par la faiblesse de nos effectifs comme souligné dans notre préambule. Néanmoins, nous prenons acte de votre remarque et lors de prochaines consultations, nous prendrons en compte votre recommandation. Comme souligné dans votre rapport, tous les modules demandés dans le cahier des</p>

	charges ont été installés et leur utilisation se fait de manière progressive en fonction notamment, de l'ouverture des services et de la hausse du niveau d'activité ; et nous vous informons que tous les utilisateurs potentiels ont été formés à l'utilisation de ce logiciel (médecins, agents de facturation, administratifs,...).
<b>Appréciation Consultant</b>	<p>Nous précisons que pour les prestations intellectuelles, la commission des marchés ne doit ouvrir les offres financières qu'après avoir évalué les offres techniques. L'ouverture concomitante des offres techniques et financières est proscrite par la réglementation.</p> <p>Par ailleurs, le sous effectif du personnel ne saurait justifier le cumul de fonctions incompatible.</p> <p>Nous maintenons par conséquent l'ensemble des observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>DRP N° 10 FONCT/MSAS/HED/2012 RELANCE FOURNITURES DE MEDICAMENTS, PRODUITS D'URGENCE ET DE PRODUITS DENTAIRE</b>		
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>		06 septembre 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>		14 septembre 2012 à 11 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>		07 jours
<b>Date d'évaluation</b>		14 septembre 2012
<b>Date d'attribution</b>		20 septembre 2012
<b>Date de notification d'attribution</b>		27 septembre 2012
<b>Date de signature et d'approbation du marché</b>		-
<b>Date d'enregistrement du marché</b>		-
<b>Fournisseurs consultés</b>		Maison du Médecin, Delta Médical, Double Dove, DRP, Met City
<b>Nombre d'offres reçues</b>		Trois (03) : Lot 1 : DRP Lot 2 : DRP et La Maison du Médecin
<b>Attributaires</b>	<b>Diffusion Représentation Promotion</b>	<b>2 500 000 F CFA TTC</b>
	<b>Maison du Médecin</b>	<b>9 000 000 F CFA TTC</b>
<b>Non conformités</b>		<p>Des lettres d'invitation ont été envoyées aux candidats à la date du 06 septembre 2012 mais aucune lettre ne porte la date de réception effective du destinataire.</p> <p>Pour le lot N° 2, relatif à l'achat de produits essentiels, de petits matériels et consommables médicaux auprès de la Maison du Médecin pour un montant total de 4 160 500 F CFA, l'examen de la liasse comptable a permis de noter une procédure de régularisation d'un achat déjà livré ; ainsi, les bons de commande auraient été émis le 4 décembre 2012 à une date postérieure à la réception desdites commandes (les Bordereaux de Livraison N° 0666 et 0666 Bis sont respectivement datés du 31 octobre et du 8 novembre 2012) alors que le Procès Verbal de Réception a été établi et signé par les membres de la Commission de Réception le 10 décembre 2012 soit un mois et demi après la première livraison. Ledit Procès Verbal de Réception renvoie à une facture N° 4546 du 4 octobre</p>

		2012 de même numéro que la facture du 12 novembre 2012 portant les références du bon de commande N° 1273,1275 et 1276 du 4 décembre 2012 en régularisation des bons de commande 1229, 1230 et 1231. Il s'agit d'une tentative mal maîtrisée de régularisation d'une opération déjà exécutée.
<b>Recommandations</b>		Eviter les opérations de régularisation effectuées sur les marchés conformément à l'article 44 du COA.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<b>de</b>	Nous vous signalons qu'à la suite de l'attribution provisoire concernant cette DRP, une notification a été transmise à l'entreprise retenue à la date du 27 septembre 2012 et les contrats signés la date du 04 octobre 2012. Par conséquent, le marché a été attribué conformément aux dispositions du CMP concernant le respect du principe de concurrence. Des observations soulevées concernant ce point, s'expliquent par le contexte de démarrage des activités marquées par une mise en place progressive des différentes entités de l'hôpital. Néanmoins, nous prenons acte et veillerons lors des prochaines consultations au respect strict de toutes les dispositions.
<b>Appréciation du Consultant</b>	<b>du</b>	<p>Nous prenons acte de vos commentaires et de votre engagement à vous conformer à l'ensemble des dispositions du CMP.</p> <p>Nous maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>DRP PORTANT SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LA RESTAURATION DU PERSONNEL</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	09 Août 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	17 Août 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	07 jours
<b>Date d'attribution</b>	17 Août 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (5) fournisseurs consultés: KISAKALA, GIE MOM SA REW, AGPAS, SALYSO RESTAURATION, VALORIS SANTE SERVICES
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Deux (2) offres reçues : GIE MOM SA REW, LE SALYSO
<b>Attributaire</b>	<b>GIE MOM SA REW</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>4 000 000 F CFA TTC</b>
<b>Non conformités</b>	<p>La DRP est intitulée « Restauration du personnel de l'hôpital », mais il ressort du cahier des charges que la DRP est lancée pour le service de restauration en faveur des malades et du personnel. Il est cependant précisé dans le cahier des charges que seul le service de déjeuner pour le personnel et les malades sera pris en compte pendant le dépouillement et que les prix pour le petit déjeuner (malade), le dîner (malade) et le dîner (personnel) ne seront qu'à titre indicatif, le service d'hospitalisation n'ayant pas encore démarré.</p> <p>Il aurait été à notre avis plus indiqué de demander aux candidats de présenter une offre de base comprenant le service de déjeuner pour les malades et le personnel avec en options le petit déjeuner et le dîner (malade et personnel). Cette faculté ne serait opportune que si le service d'hospitalisation a des chances d'être fonctionnel avant la signature du contrat puisque l'option ne peut être levée qu'à ce moment là.</p> <p>L'avis de la DCMP n'a pas été requis avant le lancement de la procédure, en violation de l'article 140.a) du CMP ; il convient de rappeler que le lancement d'une procédure de passation d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle, quel qu'en soit le montant, ne doit</p>

	<p>être fait qu'après l'avis favorable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140 a) du CMP.</p> <p>L'évaluation a été faite sans tenir compte des critères de qualification et n'a consisté qu'à une comparaison des prix, en violation de l'article 59 du CMP.</p> <p>La lettre d'information du candidat non retenu, du rejet de son offre, n'a pas été classée dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>La TVA a été précomptée, mais le justificatif de son reversement n'a pas été classé dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 140 du CMP ;</p> <p>Veiller aux dispositions des articles 43, 44 et 45 du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation ;</p> <p>Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Mettre à disposition le justificatif de reversement de la TVA ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Pas de réponse.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Les observations et les recommandations formulées dans le rapport provisoire sont maintenues.

<b>DRP PORTANT SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LE NETTOIEMENT DES LOCAUX</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	27 Juillet 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	03 Août 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	06 jours
<b>Date d'attribution</b>	03 Août 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (5) fournisseurs consultés : ETS KHADY NDIAYE, SERCO, TOUBA INVESTMENT BUSINESS, ALE AND CO SAMB, SENIEP
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq (5) offres reçues : ETS KHADY NDIAYE, SERCO, TOUBA INVESTMENT BUSINESS, ALE AND CO SAMB, SENIEP
<b>Attributaire</b>	<b>ETS KHADY NDIAYE</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>4 998 000 F CFA TTC</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Pour un marché de nettoyage, il est important d'inclure dans le cahier des charges parmi les critères de qualification une disposition relative à la nécessité pour les soumissionnaires de produire l'arrêté du MSAS portant autorisation ou renouvellement de l'autorisation d'exercer des travaux en hygiène domestique et publique ;</p> <p>L'évaluation a été faite sans tenir compte des exigences en matière de qualification et n'a consisté qu'à une comparaison des prix, en violation de l'article 59 du CMP ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été établies et, a fortiori, classées dans le dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>La TVA a été précomptée, mais le justificatif de son reversement n'a pas été classé dans le dossier ;</p> <p>L'examen des offres des candidats montre que l'attributaire du marché</p>

	<b>ETS KHADY NDIAYE</b> et le candidat <b>ALLE AND CO SAMB</b> ont le même numéro de téléphone portable <b>77 616 27 79</b> , ce qui laisse entrevoir des indices de collusion et constitue une entrave au principe de transparence de la procédure de DRP.
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation ;</p> <p>Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Mettre à disposition le justificatif de reversement de la TVA ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Bannir toute pratique collusive qui peut biaiser la concurrence.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Pas de réponse.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Les observations et les recommandations formulées dans le rapport provisoire sont maintenues.



<b>DRP PORTANT SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LE GARDIENNAGE DES LOCAUX</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	25 Juillet 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	03 Août 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	08 jours
<b>Date d'attribution</b>	03 Août 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (5) fournisseurs consultés : ELITE PROTECTION, GIE SERMA, DJOLOFF SECURITE MAINTENANCE, AFRICAINE DE DISTRIBUTION ET DE MARKETING, AGENCE DE SECURITE AFRICAINE ASA
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq (5) offres reçues : ELITE PROTECTION, GIE SERMA, DJOLOFF SECURITE MAINTENANCE, AFRICAINE DE DISTRIBUTION ET DE MARKETING, AGENCE DE SECURITE AFRICAINE ASA
<b>Attributaire</b>	<b>ELITE PROTECTION</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>1 770 000 F CFA TTC / mois soient 8 850 000 au 31 décembre 2012 et 21 240 000 sur les douze mois</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Ce marché a été exécuté comme un marché de clientèle ; sous ce rapport, il convient de rappeler que le lancement d'une procédure de passation d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle, quel qu'en soit le montant, ne doit être fait qu'après l'avis favorable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140 a) du CMP. Par ailleurs, au regard du coût global de la prestation sur un exercice, la méthode de passation utilisée n'est pas appropriée puisque ce coût dépasse le seuil de passation des commandes par appel d'offres. Il s'agit d'une violation de l'article 53 du CMP ;</p> <p>L'examen du procès verbal d'attribution a permis de constater que les exigences en matière de qualification n'ont pas fait l'objet d'un contrôle formel avant la désignation de l'attributaire ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier ; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au</p>

	<p>regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le dossier qui nous a été transmis ne comprend pas le justificatif de reversement de la TVA précomptée.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 140 du CMP qui soumet le lancement d'une procédure de passation d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle, quel qu'en soit le montant, à l'avis préalable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence</p> <p>Se conformer à l'article 53 du CMP, sur les seuils de passation des marchés ;</p> <p>Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Mettre à disposition le justificatif de reversement de la TVA ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pour rappel, l'hôpital a commencé ses activités le 1<sup>er</sup> août 2012 et malgré un difficile contexte d'ouverture, un plan de passation a été confectionné conformément au code des marchés publics.</p> <p>Au regard de la date de démarrage des activités et au regard du cumul des montants, entre la date d'ouverture et la fin de la dite année, les marchés ne pouvaient être lancés que sous forme de DRP. D'ailleurs, nous vous rappelons que le plan de passation soumis à la DCMP, a même été validé par cette institution.</p> <p>Et dès la mise en place du budget 2013 (fin 2012), tous les marchés concernés ont été de nouveau lancés sous la forme d'un appel d'offres ouvert.</p>

<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Le marché a été conclu non pas pour la gestion 2012 mais pour une année contrairement aux règles de gestion budgétaire et a été exécuté comme un marché de clientèle en violation de l'article 140 du CMP.</p> <p>Ce faisant, il a été bel et bien conclu pour une durée de douze mois donc pour un montant global de 21 240 000 F CFA qui dépasse le seuil de passation des marchés par appel d'offres rendant le mode de passation inapproprié.</p> <p>Tous les points de recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenus.</p>
-----------------------------------	--

<b>DRP N° 002</b> <b>ACQUISITION DE MATERIEL, MOBILIER DE BUREAU, MATERIELS INFORMATIQUES</b> Lot 1 : MATERIELS, MOBILIER DE BUREAU Lot 2 : MATERIELS INFORMATIQUES		
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>		-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>		Le 27 juillet 2012 à 11h30mn
<b>Délai de préparation des offres</b>		-
<b>Date d'évaluation et d'attribution</b>		Le 27 juillet 2012
<b>Date de notification d'attribution</b>		02 août 2012 (Lot 2)
<b>Date de signature et d'approbation du contrat</b>		06 août 2012
<b>Date d'enregistrement</b>		17 août 2012 (Lot 1)
<b>Fournisseurs consultés</b>		Lettres d'invitation non jointes au dossier
<b>Nombre d'offres reçues</b>		Deux offres reçues pour le Lo1: EPSILON, BAOL EQUIPEMENTS  Trois offres reçues pour le Lot 2 : T 4 COM, SIGMA SERVICES, EGPAS
<b>Attributaires</b>	<b>Lot 1 : BAOL EQUIPEMENTS</b>	<b>2 999 000 F CFA TTC</b>
	<b>Lot 2 : SIGMA SERVICES SENEGAL</b>	<b>7 150 000 F CFA TTC</b>
<b>Non conformités</b>		<p>Le dossier ne comprend pas les lettres de consultation adressées aux candidats pressentis. La mission a constaté que les pièces administratives telles que les attestations relatives à la redevance de régulation, de l'IPRES, de l'IRT, de la CSS... ne sont pas requises dans le cahier des charges, ce qui est contraire au CMP en son article 44 qui stipule que tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché.</p> <p>L'examen du cahier des charges a permis de noter des incohérences car dans le même document il est indiqué à l'article 3 que le montant de la soumission doit être libellé en francs CFA TTC et à l'article 5 que la soumission est présentée hors TVA.</p>

	<p>Le modèle de lettre de soumission annexé au cahier des charges renvoie à des clauses des IC et du CCAG qui ne sont pas parties intégrantes dudit cahier des charges.</p> <p>Le procès verbal d'attribution ne précise pas les montants auxquels les lots ont été attribués, seuls les noms des attributaires sont mentionnés.</p> <p>La lettre de notification d'attribution du lot 1 n'a pas été jointe au dossier.</p> <p>Les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres telle que préconisée dans la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 qui détermine les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP, n'ont pas été établies. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel.</p> <p>Concernant le lot 2 portant acquisition de matériels informatiques, des spécifications techniques ont été définies dans le cahier des charges. L'examen du rapport d'évaluation des offres a permis de constater la non matérialisation de leur analyse au regard des spécifications techniques du cahier des charges. Le rapport d'évaluation se limite à indiquer que la commission des marchés a procédé à l'analyse et à l'évaluation des offres sans aucun tableau comparatif établi pour matérialiser ce contrôle. Ces anomalies notées dans le rapport d'évaluation constituent une violation des dispositions de l'article 59 du CMP.</p> <p>Les critères de qualification (délai de livraison des fournitures de 30 jours dès réception du bon de commande, CV signé d'un technicien informaticien pour le SAV) qui ont été également mentionnés dans le cahier des charges n'ont pas été examinés pour le candidat classé premier.</p> <p>L'article 7 du cahier des charges mentionne qu' « en cas de non respect des délais de livraison, il sera appliqué une pénalité de 0,5% par semaine de retard applicable sur le montant global du marché » alors que la pénalité est plutôt applicable sur le montant non livré des fournitures. Quant à la clause de l'article 4 du contrat, nous constatons une mauvaise formulation pour la pénalité à appliquer. En effet, le ratio suivant est posé : Pénalité = (Valeur de la pénalité x nombre de jours de retard) / 100 et précise que la valeur pénalisée est égale à la valeur des fournitures restant à livrer.</p>
--	--

	<p>Cette clause prête à confusion, les pénalités doivent être calculées en appliquant le taux de pénalité à la valeur non livrée des fournitures multipliée par le nombre de jours de retard.</p> <p>Le contrat a été conclu au titre du lot N° 2 pour un montant de 5 380 800 F CFA TTC alors que ledit lot avait été attribué pour un montant de 7 150 000 F CFA TTC (le nombre d'ordinateurs commandés est passé de 11 à 9 et le nombre d'onduleurs de 4 à 3). Cette variation à la baisse des quantités au moment de la signature du contrat n'est possible que dans la limite d'une marge de fluctuation à définir au préalable et à insérer dans le dossier d'appel à la concurrence. Cette disposition n'étant pas prévue dans le DAC, l'Autorité Contractante ne se conforme pas aux dispositions du CMP en procédant à ces réductions au moment de la signature du contrat.</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de noter qu'ils ont tous soumissionné pour deux photocopieurs alors que le DAC ne demandait qu'un seul photocopieur. Aucune rectification formelle du contenu du cahier des charges n'étant classée dans le dossier de marché, il y'a lieu de s'interroger sur le canal de transmission de l'information rectificative. Par ailleurs, nous avons identifié plusieurs similitudes dans les offres des soumissionnaires T4 COM et EGPAS laissant entrevoir une collusion entre ces fournisseurs en violation des règles de saine concurrence et du principe de transparence.</p> <p>Le cahier des charges avait requis 04 imprimantes laser, l'hôpital a passé une commande le 16 octobre 2012 pour une imprimante laser et une deuxième commande le 29 octobre 2012 pour une imprimante multi fonctions. L'achat d'imprimantes multifonctions n'était pas prévu dans le cahier des charges et ne faisait par conséquent pas partie de la liste du matériel annexée au contrat. Un nouveau prix a été introduit en violation du CMP.</p> <p>Les attestations de précompte de la TVA et les justificatifs de leur reversement n'ont pas été classés dans le dossier de marché alors que les instructions de l'ARMP portant sur le classement et l'archivage des pièces de marchés recommandent que les opérations relatives à l'exécution physique et financières soient classées dans les dossiers de marchés.</p> <p>Le contrat du lot 2 portant sur la fourniture de matériel informatique n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424-12 du CGI.</p>
--	--

<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 59 sur les critères d'évaluation des offres.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 43 et 44 sur les conditions à remplir, les renseignements et justifications à fournir</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424-12 du Code Général des Impôts.</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004 du PM sur l'information des candidats non retenus.</p> <p>Veiller à harmoniser les clauses relatives aux pénalités de retard inscrites dans le cahier des charges et le contrat et à une correcte détermination de ces pénalités à appliquer en cas de retard.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Pas de réponse.
<b>Appréciation du Consultant</b>	Les observations et les recommandations formulées dans le rapport provisoire sont maintenues.

<b>DRP N° 009</b> <b>FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Le 29 août 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	Le 06 septembre 2012 à 10 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	07 jours
<b>Date d'évaluation et d'attribution</b>	Le 06 septembre 2012
<b>Date de notification d'attribution</b>	07 septembre 2012
<b>Date de signature et d'approbation du contrat</b>	10 septembre 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq fournisseurs ont été invités : ETS KHADY NDIAYE, SERCO, TOUBA INVESTMENT BUSINESS, ALLE AND CO SAMB, SENIEP
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq offres ont été reçues: ETS KHADY NDIAYE, SERCO, TOUBA INVESTMENT BUSINESS, ALLE AND CO SAMB, SENIEP
<b>Attributaire</b>	<b>ETS KHADY NDIAYE</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>418 782 F CFA TTC (cumul des prix unitaires)</b>  <b>2 655 556 F CFA (montant du contrat)</b>
<b>Non conformités</b>	<p>L'examen du cahier des charges a permis de noter des incohérences car dans le même document il est indiqué à l'article 3 que le montant de la soumission doit être libellé en francs CFA TTC et à l'article 5 que la soumission est présentée hors TVA.</p> <p>Aucune des pièces administratives requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP ne figure dans les conditions de soumission qui n'exigent que la présentation du NINEA et du RC.</p> <p>Le modèle de lettre de soumission annexé au cahier des charges renvoie à des clauses des IC et du CCAG qui ne sont pas parties intégrantes dudit cahier des charges.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus n'ont pas été établies par l'hôpital en violation de la circulaire 004 du PM. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur</p>



	<p>droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Les soumissionnaires SERCO et TOUBA INVESTISSEMENT BUSINESS n'ont pas transmis leurs lettres de soumission tel que requis dans le cahier des charges. Par conséquent, leurs offres auraient dû être éliminées à l'évaluation et ne pas être classées.</p> <p>Ce marché constitue un marché à prix unitaires donc de clientèle alors que le contrat a été signé pour un montant fixe déterminé comme ferme et non révisable en violation de l'article 25 b) du CMP.</p> <p>Nous avons noté la récurrence de la consultation conjointe d'un même groupe d'entreprises (ETS KHADY NDIAYE, SERCO, TOUBA INVESTMENT BUSINESS, ALLE AND CO SAMB, SENIEP) sur plusieurs DRP de nature différente chez plusieurs autorités contractantes. En sus, des signes de collusion ont été identifiés laissant entrevoir que lesdites entreprises se couvrent alternativement pour gagner à tour de rôle les marchés. Cette pratique que nous avons eue à mettre à nu dans les audits précédents semble perdurer. La constitution et la mise à jour régulière d'une base de données des entreprises en collusion ou ayant parties liées s'avère plus que nécessaire pour mettre un terme à ces pratiques.</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424-12 du CGI.</p> <p>L'article 7 du cahier des charges mentionne qu' « en cas de non respect des délais de livraison, il sera appliqué une pénalité de 0,5% par semaine de retard applicable sur le montant global du marché » alors que la pénalité est plutôt applicable sur le montant non livré des fournitures. Quant à la clause de l'article 4 du contrat, nous constatons une mauvaise formulation pour la pénalité à appliquer. En effet, le ratio suivant est posé : Pénalité = (Valeur de la pénalité x nombre de jours de retard) / 100 et précise que la valeur pénalisée est égale à la valeur des fournitures restant à livrer.</p> <p>Cette clause prête à confusion, les pénalités doivent être calculées en appliquant le taux de pénalité à la valeur non livrée des fournitures multipliée par le nombre de jours de retard.</p> <p>Le justificatif du reversement de la TVA n'est pas joint au dossier.</p>
--	---

<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation.</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du PM du 31 mars 2009 sur l'information des candidats non attributaires.</p> <p>Se conformer au respect aux dispositions des articles 25, 43 et 44 du CMP sur les marchés de clientèle et les pièces administratives à fournir.</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424-12 du Code Général des Impôts.</p> <p>Veiller à harmoniser les clauses relatives aux pénalités de retard inscrites dans le cahier des charges et le contrat et à une correcte détermination de ces pénalités à appliquer en cas de retard.</p> <p>Bannir les pratiques collusives pour ne pas biaiser la concurrence.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pas de réponse.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Les observations et les recommandations formulées dans le rapport provisoire sont maintenues.</p>

<b>DRP PORTANT SELECTION D'UN PRESTATAIRE POUR LE TRANSPORT DU PERSONNEL</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Le 14 novembre 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	Le 19 novembre 2012 à 11h30mn
<b>Délai de préparation des offres</b>	04 jours
<b>Date d'évaluation et d'attribution</b>	Le 19 novembre 2012
<b>Date de notification d'attribution</b>	20 novembre 2012
<b>Date de signature et d'approbation du contrat</b>	27 novembre 2012
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	05 mars 2013
<b>Délai d'exécution</b>	30 jours après signature du contrat par les cocontractants
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq fournisseurs ont été consultés: SELOV, COSELOC, DAKAR DEM DIKK, TATA Sénégal, HERTZ SENEGAL
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Trois offres reçues: SELOV, COSELOC, DAKAR DEM DIKK
<b>Attributaire</b>	<b>DAKAR DEM DIKK</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>1 250 000 F CFA TTC/mois soient 6 250 000 F au 31 décembre 2012 et 15 000 000 F CFA par an</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le cahier des charges mentionne parmi les conditions de soumission la réalisation d'au moins deux marchés de nature similaire dans les 5 dernières années en indiquant de 2009 à 2012 donc ceci fait quatre ans au lieu de cinq ans.</p> <p>Le cahier des charges indique un délai d'exécution de 30 jours à compter de la date de signature du contrat alors que ce délai doit commencer à courir à compter du bon de commande émis par l'Hôpital.</p> <p>Les lettres d'invitation de TATA SENEGAL et HERTZ n'ont pas été déchargées et il se trouve que ces deux prestataires figurant</p>

	<p>sur la liste des candidats pressentis n'ont pas soumissionné au marché. La preuve de la transmission effective des lettres d'invitation à ces deux prestataires n'est pas établie ; ce qui pourrait expliquer, leur non participation à cette procédure concurrentielle qui semble biaisée. En effet, COSELOC a réceptionné la lettre d'invitation à soumissionner qui lui a été adressée à la date limite de réception des offres à savoir le 19 novembre 2012 et a tout de même présenté une offre datée du 15 novembre 2012 donc à une date antérieure à la réception de son invitation à soumissionner. Ces incongruités sont les signes d'une procédure simulée ou tronquée.</p> <p>Aucune des pièces administratives requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP ne figure dans les conditions de soumission qui n'exigent que la présentation du NINEA et du RC.</p> <p>Le modèle de lettre de soumission annexé au cahier des charges renvoie à des clauses des IC et du CCAG qui ne sont pas parties intégrantes dudit cahier des charges.</p> <p>L'article 7 du cahier des charges mentionne qu' « en cas de non respect des délais de livraison, il sera appliqué une pénalité de 0,5% par semaine de retard applicable sur le montant global du marché » alors que la pénalité est plutôt applicable sur le montant non livré des fournitures. Quant à la clause de l'article 4 du contrat, nous constatons une mauvaise formulation pour la pénalité à appliquer. En effet, le ratio suivant est posé : Pénalité = (Valeur de la pénalité x nombre de jours de retard) / 100 et précise que la valeur pénalisée est égale à la valeur des fournitures restant à livrer.</p> <p>Cette clause prête à confusion, les pénalités doivent être calculées en appliquant le taux de pénalité à la valeur non livrée des fournitures multipliée par le nombre de jours de retard.</p> <p>Le rapport d'évaluation ne retrace pas la vérification faite sur le critère d'évaluation portant sur la réalisation de marchés similaires effectués par les candidats.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus n'ont pas été établies par l'hôpital en violation de la circulaire 004 du PM. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel.</p>
--	--

	<p>C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Le contrat prévoyait que le marché était établi au titre de la gestion 2012 alors qu'il a été signé en fin 2012 plus précisément le 27 novembre 2012. L'exécution du contrat a commencé avant sa signature car les premières factures couvrent la période du mois d'août alors que le contrat a été signé le 27 novembre. Cette exécution anticipée du contrat qui est censé n'avoir d'effet à l'égard de l'attributaire qu'à compter de sa notification est une violation du CMP.</p> <p>Nous notons que la première facture définitive a été établie le 31 août 2012 et les autres documents liés à l'exécution du marché pour cette première partie (bon de commande, certificat administratif, chèque, mandat de paiement,...) émis le 18 septembre 2012 alors que le contrat a été signé le 27 novembre 2012 et enregistré le 05 mars 2013.</p> <p>Il s'y ajoute que pour cette première facture N° 102/L du 31 août 2012 de 1 250 000 F CFA, l'attestation de précompte TVA n'a pas été établie car le montant du chèque N° 7176471 du 18 septembre 2012 adressé à Dakar Dem Dikk prend la totalité du montant TTC. S'y ajoute qu'une convention de transport a été signée entre l'Hôpital et Dakar Dem Dikk le 31 juillet 2012 où il est précisé que le contrat est conclu pour la gestion 2012 et entre en vigueur le 16 juillet 2012 et arrive à expiration le 31 décembre 2012. Toutes ces anomalies et incohérences notées au niveau des dates constituent des opérations de régularisation en violation de l'article 44 du COA. En plus, il est mentionné dans cette convention que le contrat est renouvelable par tacite reconduction en violation des dispositions de l'article 14 du CMP portant sur la durée des contrats et sur la nécessité d'une remise en concurrence périodique.</p> <p>La tacite reconduction, illicite en matière de marchés publics, est contraire au principe général de remise en concurrence périodique et constitue de ce fait une entrave à la liberté et à l'égalité d'accès à la commande publique. Elle est une cause de nullité absolue du contrat qui est regardé comme n'ayant jamais existé.</p> <p>Ce marché a été exécuté comme un marché de clientèle ; sous ce rapport, il convient de rappeler que le lancement d'une procédure de passation d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle, quel</p>
--	--

	<p>qu'en soit le montant, ne doit être fait qu'après l'avis favorable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140 a) du CMP.</p> <p>Par ailleurs, au regard du coût global de la prestation sur un exercice, la méthode de passation utilisée n'est pas appropriée puisque ce coût dépasse le seuil de passation des commandes par appel d'offres. Il s'agit d'une violation de l'article 53 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à plus de transparence dans la procédure de passation des DRP.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation.</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire n° 004/PM/CAB/CP du PM du 31 mars 2009 sur l'information des candidats non attributaires.</p> <p>Se conformer au respect aux dispositions des articles 43 et 44 sur les pièces administratives à fournir.</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424-12 du Code Général des Impôts.</p> <p>Veiller à harmoniser les clauses relatives aux pénalités de retard inscrites dans le cahier des charges et le contrat et à une correcte détermination de ces pénalités à appliquer en cas de retard.</p> <p>Eviter la régularisation des marchés tel que stipulé par l'article 44 du COA et la mention de la clause de reconduction tacite des marchés dans les pièces de marchés qui est proscrite par le CMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pour rappel, l'hôpital a commencé ses activités le 1<sup>er</sup> août 2012 et malgré un difficile contexte d'ouverture, un plan de passation a été confectionné conformément au code des marchés publics.</p> <p>Au regard de la date de démarrage des activités et au regard du cumul des montants, entre la date d'ouverture et la fin de la dite année, les marchés ne pouvaient être lancés que sous forme de DRP. D'ailleurs, nous vous rappelons que le plan de passation soumis à la DCMP, a même été validé par cette institution.</p> <p>Et dès la mise en place du budget 2013 (fin 2012), tous les marchés concernés ont été de nouveau lancés sous la forme d'un appel d'offres ouvert.</p>

<b>Appréciation Consultant</b>	<p><b>du</b> Le marché a été conclu non pas pour la gestion 2012 mais pour une année contrairement aux règles de gestion budgétaire et a été exécuté comme un marché de clientèle en violation de l'article 140 du CMP.</p> <p>Ce faisant, il a été bel et bien conclu pour une durée de douze mois donc pour un montant global de 15 000 000 F CFA qui atteint le seuil de passation des marchés par appel d'offres rendant le mode de passation inapproprié.</p> <p>Tous les points de recommandations formulées dans notre rapport provisoire sont maintenus.</p>
------------------------------------	--

<b>DRP PORTANT ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ET D'IMPRIMES</b>	
<b>Date de la lettre d'invitation à soumissionner</b>	13 juillet 2012
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	27 juillet 2012 à 10 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	14 jours
<b>Délai de validité des offres</b>	60 jours
<b>Date d'attribution</b>	27 juillet 2012
<b>Date de notification de l'attribution</b>	30 juillet 2012
<b>Date d'information des candidats non retenus</b>	Non effectuée
<b>Date de souscription du contrat</b>	7 août 2012
<b>Date d'approbation du contrat</b>	7 août 2012
<b>Date de notification du marché</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	17 août 2012
<b>Délai d'exécution</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	5
<b>Coût estimé</b>	Non indiqué
<b>Attributaire</b>	<b>BAOL EQUIPEMENT (Lots 1 et 2)</b>
<b>Montant du marché attribué en F CFA TTC</b>	Lot N°1 : 2 966 875 Contrat signé pour <b>2 991 667</b> Lot N°2 : 1 951 515 Contrat signé pour <b>2 027 778</b>
<b>Non conformités</b>	<p>L'examen du cahier des charges a permis de noter des incohérences car dans le même document il est indiqué à l'article 3 que le montant de la soumission doit être libellé en francs CFA TTC et à l'article 5 que la soumission est présentée hors TVA.</p> <p>Aucune des pièces administratives requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP ne figure dans les conditions de soumission qui n'exigent que la présentation du NINEA.</p> <p>Le modèle de lettre de soumission annexé au cahier des charges renvoie à des clauses des IC et du CCAG qui ne sont pas parties intégrantes</p>



	<p>dudit cahier des charges.</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de noter plusieurs anomalies. Contrairement aux autres soumissionnaires, un des candidats qui se trouve être l'attributaire du marché a présenté en plus de son offre en prix unitaires, une offre avec des quantités alors que le cahier des charges n'avait donné aucune indication sur les quantités à commander. Cette incongruité laisse subodorer une rupture d'égalité de traitement des candidats avec une diffusion d'information partielle assimilable à un délit d'initiés. Des signes de collusion ont été identifiés dans les offres des cinq soumissionnaires.</p> <p>L'examen du rapport d'évaluation des offres a permis de noter que l'Autorité Contractante a appliqué au cumul des prix unitaires de chacun des soumissionnaires une quantité maximale de 25 pour le lot 1 et 17 pour le lot 2 pour déterminer le montant de leurs offres et l'attributaire du marché. Ce procédé n'est pas conforme au CMP. Pour les marchés à commandes, le minimum et le maximum doivent être déterminés et annoncés dans l'avis d'appel à la concurrence en même temps que la méthode de sélection.</p> <p>L'article 2 des deux contrats signés (un pour chaque lot) avec BAOL EQUIPEMENTS dispose qu'il s'agit d'un marché à commandes ; il convient de préciser sous ce rapport que le lancement d'une procédure de passation d'un marché à commande ou d'un marché de clientèle, quel qu'en soit le montant, ne doit être fait qu'après l'avis favorable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140 a) du CMP.</p> <p>L'examen de l'exécution physique et financière du marché a permis de noter plusieurs anomalies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des articles et prix nouveaux non compris dans la consultation et dans le contrat ont été introduits dans le bon de commande N° 465/466/467 non datés ; lesdits articles sont relatifs à 5 registres d'activité du service social (73 750 F CFA TTC), 20 registres grand-livre de comptes ( 202 818 F CFA TTC) ;</li> <li>- les prix de certains articles ont varié comparés à ceux figurant dans le contrat (le prix unitaire du carnet d'inventaire individuel passe de 500 F CFA HT dans le contrat à 280 F CFA HT dans la commande, ceux des carnets de bon d'entrée, des carnets de bon de sortie définitive passent de 3 600 F CFA TTC à 8 594 F CFA HT, celui des carnets de bon de sortie provisoire passe de 3 600 F CFA TTC à 5 625 F CFA HT ...). La modification des prix unitaires contractuels en violation des dispositions de l'article 4 desdits contrats, non remise en cause par l'Autorité Contractante est une entorse grave au règles qui doivent</li> </ul>
--	--

	<p>présider au suivi de l'exécution des marchés.</p> <p>Le même constat a été fait sur le bon de commande N°245 du 18 décembre 2012 avec des modifications de prix unitaires et des introductions de nouveaux prix non prévus au contrat. Cette commande est relative à un avenant de 2 269 449 F CFA pour un marché de base de 2 991 667 F CFA. Le montant de l'avenant dépasse la limite de 30 % fixée par l'article 24 du CMP. Il s'y ajoute que l'avenant ne détermine pas de manière détaillée les articles qui en sont l'objet. Le détail des articles objets de l'avenant est important pour permettre d'apprécier la pertinence du choix de l'avenant en lieu et place d'un nouveau marché au cas où l'objet du marché serait fondamentalement modifié.</p> <p>Les mêmes observations de modifications de prix unitaires et d'introduction de prix nouveaux sont faits sur le Bon de Commande N° 008/009010 du 10 août 2012 et sur le Bon de commande 006 du 10 août 2012.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer au respect aux dispositions des articles 43 et 44 sur les pièces administratives à fournir.</p> <p>Veiller à plus de transparence dans la procédure de passation des DRP.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation.</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 24 du CMP sur les avenants.</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424-12 du Code Général des Impôts.</p> <p>Veiller à harmoniser les clauses relatives aux pénalités de retard inscrites dans le cahier des charges et le contrat et à une correcte détermination de ces pénalités à appliquer en cas de retard.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pas de réponse.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Les observations et les recommandations formulées dans le rapport provisoire sont maintenues.</p>

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

**A Monsieur le Directeur  
de l'Hôpital d'Enfants de Diamniadio  
(HED)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012


**Monsieur le Directeur,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.



  
**Ibra Guéye**  
**Directeur Associé**  
Business System Control  
10 rue du Docteur  
41 72 - Fatick  
13 - Dakar  
C. 13 13 13 13

## **ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

Diamniadio, le 14 Juillet 2014

**Objet : Réponse au rapport provisoire sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés au titre de la gestion 2012**

**Monsieur le Directeur,**

Nous accusons réception du rapport relatif à votre mission d'audit effectuée au Centre National Hospitalier pour Enfants de Diamniadio et dans lequel vous avez soulevé des observations concernant la conformité des procédures de passation des marchés au titre de la gestion 2012.

Avant d'apporter des éléments de réponses, il est important à notre avis de rappeler le contexte de démarrage de l'hôpital. En effet, la structure cofinancée par le gouvernement de la République populaire de Chine et la République du Sénégal, a commencé ses activités le 1er Août 2012 dans un contexte difficile.

A cette période seules 10 personnes étaient affectées à l'hôpital. Elles étaient réparties en personnels de soins dont un cadre de pharmacie et en personnels administratifs dont un administrateur hospitalier, deux cadres administratifs, un agent administratif et un travailleur social.

C'est avec ces quelques compétences disponibles que nous avons mis en place une cellule de passation des marchés et une commission des marchés conformément aux dispositions du code des marchés publics. Nous avons eu recours autant que possible sous forme d'avis et de recommandations aux compétences de la DCMP tout au long du processus de passation des marchés.

Concernant les réserves contenues dans le rapport, une exploitation de la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés au titre de la gestion 2012 par les services compétents de HED permet d'apporter des éléments de réponses et précisions :

**a. Concernant l'achat de produits essentiels, de matériels et de consommables médicaux :**

Nous vous signalons qu'à la suite de l'attribution provisoire concernant cette DRP, une notification a été transmise à l'entreprise retenue à la date du 27 septembre 2012 et les contrats signés à la date du 04 octobre 2012. Par conséquent, le marché a été attribué conformément aux dispositions du code des marchés concernant le respect du principe de concurrence. Les observations soulevées concernant ce point s'expliquent par le contexte de démarrage des activités marqué par une mise en place progressive des différentes entités de l'hôpital. Néanmoins, nous prenons acte et veillerons lors des prochaines consultations au respect strict de toutes les dispositions.

**b. Concernant l'achat d'un agitateur pour le laboratoire**

L'achat de cet agitateur d'une valeur de 760 000 F CFA a été effectué sur la base d'une procédure concurrentielle. En effet, même si cet achat peut être dispensé d'une forme



écrite au regard des dispositions de l'arrêté 12 789 du Ministre de l'économie et des finances, nous avons cas même tenu à disposer d'au moins deux factures contradictoires avant de faire le choix. La deuxième facture contradictoire dont une copie vous est transmise émane de la société « Office Médicale » pour une valeur de 845 000 F CFA.

**c. Concernant les achats de médicaments essentiels effectués auprès de vitalpharm**

Les vérifications effectuées dans les livres comptables montrent que la somme payée est de 4 399 820 F CFA au lieu de 4 939 950 F CFA comme souligné dans le rapport. Par conséquent, il n'y a pas eu de trop payé. Nous mettons à votre disposition un extrait du grand livre des comptes ainsi que les copies des chèques n°8638484 du 27 Mai 2013 et n°9360484 du 19 juillet 2013 qui retracent les paiements d'un montant total de 4 399 820 F CFA.

**d. (et e.)** Concernant l'achat de divers matériels hôteliers (auprès de digital Electronics) et de produits de labo (Auprès de SSM) pour un montant respectif de 144 068 F CFA et 1 820 120 F CFA hors procédures concurrentielles, nous prenons actes de vos observations et veillerons lors des prochaines consultations au respect des dispositions. Pour précision, s'agissant de SSM, il s'agissait de produits de laboratoire (sang de contrôle) indispensable au démarrage et au rodage de l'automate d'hématologie de notre service de laboratoire et dont SSM était le seul prestataire à en disposer.

**f.** De manière générale, vous avez signalé un certain nombre de marchés (médicaments, transport du personnel et gardiennage des locaux) qui au regard du cumul des valeurs annuelles devraient faire l'objet d'un appel d'offres en lieu et place d'une Demande de Renseignements et de Prix (DRP). Pour rappel, l'hôpital a commencé ses activités le 01 Août 2012 et malgré un difficile contexte d'ouverture, un plan de passation a été confectionné conformément au code des marchés publics. Au regard de la date de démarrage des activités et au regard du cumul des montants entre la date d'ouverture et la fin de ladite année, les marchés ne pouvaient être lancés que sous la forme d'une DRP ; d'ailleurs, nous vous rappelons que le plan de passation soumis à la DCMP a même été validé par cette institution. Et dès la mise en place du budget 2013 (fin 2012), tous les marchés concernés ont été de nouveau lancés sous la forme d'un appel d'offres ouvert.

**g.** Pour la DRP relative à l'acquisition d'un progiciel de gestion, la logique voudrait qu'on ouvre toutes les offres afin de voir celles qui couvrent toutes les fonctionnalités décrites dans le cahier des charges ; et c'est ce que la sous commission technique a fait après dépouillement. Pour ce qui est de la présence du coordonnateur de la cellule de passation des marchés dans la sous commission, elle est motivée par la faiblesse de l'effectif comme souligné dans notre préambule. Néanmoins, nous prenons acte de votre remarque et lors des prochaines consultations, nous prendrons en compte votre recommandation. Comme souligné dans votre rapport, tous les modules demandés dans le cahier des charges ont été installés et leurs utilisations se fait de manière progressive en fonction notamment de l'ouverture des services et de la hausse du niveau d'activité ; et nous vous informons que tous les utilisateurs potentiels ont été formés à l'utilisation de ce logiciel (Médecins, agents de facturation, administratifs...).

h. Effectivement, les montants des offres arrêtés par lots ou sous lots dans le rapport d'évaluation et qui fondent les propositions de classement des offres ne sont pas repris dans le procès verbal d'attribution qui se limite à faire des propositions d'attribution pour chaque lot sans fixer de montants ; cela s'explique par le fait que la liasse est composée du procès verbal d'ouverture, du rapport d'évaluation des offres et du procès verbal d'attribution provisoire et dans notre compréhension, il n'était pas nécessaire de reprendre les mêmes informations contenues dans le rapport d'évaluation et de les mettre le PV d'attribution d'autant plus que toutes ces informations se trouveraient dans le contrat qui lie les deux structures. Néanmoins, nous avons pris acte de votre remarque et veillerons à inscrire les montants retenus dans le procès verbal d'attribution et qui sont conformes à ceux du rapport d'évaluation. Pour ce qui est de la tendance à fixer le montant du marché au niveau de l'enveloppe budgétaire allouée à l'activité, c'était par soucis de se conformer au budget retenu et inscrit dans le plan de passation. Néanmoins, au moment de la contractualisation, nous prendrons en considération votre recommandation consistant à retenir le cumul des prix unitaires proposés lors des prochaines consultations.

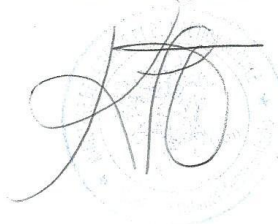
Nous vous remercions pour les recommandations que vous avez émises et de manière générale, leur prise en compte nous permettra d'améliorer nos performances dans la gouvernance hospitalière. Nous tenons à vous renouveler notre entière disponibilité et nous nous engageons à améliorer le respect de la conformité de la passation des marchés lors des prochaines consultations afin de mettre sur les rails de la performance la jeune structure qu'est l'Hôpital pour Enfants de Diamniadio.

Vous en souhaitant bonne réception, veiller agréez, **Monsieur le Directeur**, nos meilleures salutations.

**Dr Khadessa Sy DIAO**

**PJ:**

- Copie facture contradictoire pour l'achat d'un agitateur.
- Extrait grand livre des comptes et copies des chèques (concernant point c).





# OFFICE MEDICAL

Matériel et Produit Médico – Dentaire

Dakar, le 03 Décembre 2012

## **FACTURE PROFORMA N° 00312/2012**

**Client :** Hopital Diamniadio

Qté	Désignation	Prix Unitaire	Montant Total
01	Agitateur de laboratoire * Mouvement circulaire avec démarrage progressif * Fonctionnement automatique	845.000	845.000

**Montant Total :**

**845.000**

*rrêté la présente Facture proforma à la somme de : HUIT CENT QUARANTE CINQ MILLE FRANCS.*



9731 Sacré Coeur 3 Tel/Fax: 33 827-82-25 / 77 649.93.95 / NINEA: 29945402R2

**GRAND LIVRE**  
**DU COMPTE 4011065 AU COMPTE 4011065**

Période du 01/08/2012 au 31/12/2013

Avec brouillard    Hors simulation    Avec comptes soldés    Avec les écritures lettrées et non lettrées    Avec les écritures pointées et non pointées

N° Mvt	Journal	Date	N° de pièce	Libellé de l'écriture	S	Montant débit	Lett.	Montant crédit	Solde cumulé
<b>4011065 VITAL PHARM</b>									
560	HA	31/12/2012	224	VITAL PHARM	B			4 399 820	-4 399 820
1305	BQ	27/05/2013	171	VITAL PHARM	B	2 469 975			-1 929 845
1814	BQ	19/07/2013	241	VITAL PHARM	B	1 929 845			
<b>TOTAL COMPTE 4011065</b>						<b>4 399 820</b>		<b>4 399 820</b>	
<b>TOTAL CLASSE 4</b>						<b>4 399 820</b>		<b>4 399 820</b>	
<b>TOTAL GRAND LIVRE</b>						<b>4 399 820</b>		<b>4 399 820</b>	

93604842501150197740220037833901

Page 1

Série **E-A** Chèque N° **8638484** FCFA **8.469.975**

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES AU SÉNÉGAL**

Payez contre ce chèque **Deux millions quatre cent soixante neuf mille neuf cent soixante quinze francs**  
non encaissable sauf au profit d'une banque

A l'ordre de **Vitalpharm**

Payable	Code banque	Code Guichet	N° de Compte	Titre
RUFISQUE BD MAURICE GUEYE TEL.: 33.839.87.40 RUFISQUE	SN011	15019	022003783390	17
	AGENCE COMPTABLE HOPITAL ENFAN HOPITAL D'ENFANTS DE DIAMNIADI BP 204 BARGNY			

Signature *[Signature]*

Ministère de la Santé et de la Prévention  
 L'Agent Comptable  
 Hôpital d'Enfants de Diamniadi

27/05 2013

8638484 250111501917 022003783390

**VITALPHARM**  
 RC: SN-DKR-2008-A-15032  
 NINEA: 30451862 V1  
 Tél: 00 221 77 650 65 01

*Short*

Reçu le 27/05/2013

